

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal de Syrie

N° 36 du 13 au 30.01.12

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Syrie" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_syriens.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part

Michel Dakar : SYRIE : Lettre ouverte au président de la Ligue des droits de l'homme.

1 Dossier

1-1 Jeremy Salt : La vérité sur la Syrie : des hommes fous en costume gris.

1-2 Sarkozy annonce aux armées françaises que la communauté internationale doit prendre ses responsabilités en Syrie.

1-3 Chérif Abdedaïm : [La Syrie et le projet de démembrement du monde arabe.](#)

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

2-1 Louis Dénghien : La discorde chez l'ennemi : rien ne va plus entre Rami Abdel Rahmane et le CNS

!

2-2 Thierry Meyssan : L'OTAN suspend ses projets militaires et renforce la guerre économique contre la Syrie.

2-3 Moscou: "Bas les pattes devant l'Iran et la Syrie,"

2-4 Joëlle Pénochet «La Syrie est une tête de pont pour une agression contre l'Iran »

2-5 Roland Marounek : Du Meilleur des Mondes Démocratiques à la Guerre Mondiale.

Tiré à part

Michel Dakar : SYRIE : Lettre ouverte au président de la Ligue des droits de l'homme.

Lettre ouverte au président de la Ligue des droits de l'homme, M. Pierre Tartakowsky, au sujet de sa collaboration à la destruction en cours de la Syrie et au sujet de l'association Souriahouria (Liberté Syrie) qui légitime cette destruction, et qu'il protège.

Villequier, le 27 janvier 2012,

Monsieur le président de la Ligue,

Je constate que votre organisation, ainsi qu'Amnesty International France et l'ACAT (Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture), protègent une association nommée Souriahouria (Syrie Liberté), qui est le fer de lance en France de la propagande de l'OTAN légitimant les futures invasion et destruction de la Syrie.

Cela bien sûr, sous couvert de propager la démocratie, les droits de l'homme, de combattre les dictatures et l'usage de la torture.

Mais cela ne trompe plus personne.

Les menées de l'OTAN, sont motivées pour asseoir définitivement l'hégémonie de l'entité hybride américano-israélienne sur toute la planète, cela avant que la production pétrolière en chute constante ne provoque le déclin irrémédiable de cette entité, et sa certaine disparition.

Yougoslavie, Kosovo, Irak, Afghanistan, Liban, Gaza, Lybie, voilà maintenant le tour de la Syrie, prélude à son démembrement et à celui du Liban, aux éliminations de la résistance et du peuple palestinien, à l'invasion de l'Iran et à sa destruction, à la réduction de la Chine au servage, et à la dislocation de la Russie. La route sera alors libre pour que l'entité américano-israélienne lamine pour longtemps le champ de la planète, épuisant toute ressource et à terme éradiquant toute vie. Je considère qu'il vaut mieux qu'il y ait dans l'arène mondiale, plusieurs criminels qui s'affrontent et s'auto limitent, plutôt qu'un qui reste seul et qui impose sa loi à tous. C'est du pur pragmatisme.

Parallèlement, on assiste à la destruction de l'économie européenne, de sa monnaie, par l'intermédiaire des agences de notation à la solde des services spéciaux de l'entité, et en France, à une campagne sordide, orchestrée par Sarkozy, simple factotum hideux de l'entité, pour annihiler le courant représenté par Dominique Strauss-Kahn, qui tente de conduire vers un partage raisonné du monde. Dans les plans de l'entité, l'Europe doit d'évidence rejoindre la région dévastée du Tiers-monde.

Il ne faut surtout pas omettre l'empoisonnement mondial massif par les particules nanométriques d'uranium appauvri, qui sont dégagées par milliards de milliards à chacune de ces guerres, et qui occupent l'atmosphère de toute la planète, provoquant des dégâts irréversibles au génome humain et à ceux des autres espèces incluant les plantes.

Mais cela est sans doute négligeable pour vous monsieur Tartakowsky, pensez, les plantes, déjà que vous vous fichez des humains.

La Syrie dans cette menée est un point crucial. Elle est l'obstacle qui soit sera renversé, et alors il y a toutes les chances pour que le plan de l'entité aboutisse, soit résiste, et c'est l'échec quasi assuré de ce plan. La Syrie doit être l'équivalent du Stalingrad des nazis.

Mon choix est fait monsieur Tartakowsky, je m'engage pour l'échec de ce plan, et vais tenter d'y contribuer.

Pour commencer, ceux qui en France collaborent à ce plan, d'autant qu'ils sont eux-mêmes syriens, doivent être montrés du doigt, pour ce qu'ils sont, des criminels de guerre et contre l'humanité. Ils méritent la corde ou la prison à vie.

La Préfecture de police de Paris m'a fait parvenir une copie de l'acte fondateur de cette association Souriahouria, créée en mai 2011 pour les besoins du plan de la destruction de l'obstacle syrien. On peut là déjà s'interroger pourquoi la Préfecture de police, qui me connaît si bien, et depuis si longtemps, a décidé de m'aider. Comme je m'interroge pourquoi on me redonne l'accès à mon site codeig.net.

La présidente de Souriahouria (Syrie Liberté) est une ancienne employée de France 24, la chaîne de propagande française de l'OTAN, à destination du monde arabe. C'est aussi une ancienne employée de l'Organisation de la francophonie, un support officiellement de l'influence diplomatique et culturelle française, et certainement plutôt des services spéciaux français. Elle se nomme Hala Kodmani (hala.kodmani@francophonie.org ; cet email est toujours actif). L'association Souriahouria est domiciliée à son adresse personnelle, 16 rue Armand Moisant à Paris 15ème, une rue aboutissant sur le boulevard de Vaugirard qui longe l'un des côtés de la gare Montparnasse, proche d'une des extrémités du 7ème arrondissement. J'ai été vérifier physiquement l'existence de cette domiciliation. Il y a bien une boîte aux lettres et une sonnette au 16 rue Moisant, portant le nom de Kodmani et Haigar. Je vous joins une photographie de l'entrée de cet immeuble.

Le trésorier de l'association est Rabee Alhayek, demeurant selon les documents adressés par la Préfecture 12 rue des Meuniers à Paris 12ème. Il y est indiqué qu'il serait ingénieur. C'est apparemment celui qui s'occupe du site <http://www.souriahouria.com> (email : redacteur@souriahouria.com). Il est à noter que celui qui possède le nom de domaine du site souriahouria.com est Paul Mosse, Mosse étant un nom juif, une déformation de Moshé ou Moïse.

Il est à noter qu'il existe une différence de valeur patrimoniale patente entre le domicile du trésorier et celui de la présidente. Une rapide recherche permet d'estimer le coût du mètre carré de la rue Moisant à environ 12 000 euros, et particulièrement celui du n°16 à environ 15 000 euros. Chacun des appartements de cette petite copropriété récente de 6 lots (apparemment des duplex), qui possèdent balcon et peut-être terrasse, et certainement chacun leur place de parking, doit faire au minimum 100 mètres carrés, ce qui

place Mme Kodmani rien que pour son patrimoine immobilier, si elle est propriétaire, en plein dans la seconde tranche de l'ISF. Si elle est locataire, rien que le prix du loyer dépasse le revenu d'un cadre moyen français.

Les syriens qui fuiront leur pays après le passage de l'OTAN, son démembrement et une partie de son territoire annexé par Israël, pourront toujours demander la charité à Mme Kodmani. C'est pour les aider à le faire que je donne à l'avance ces informations. Mme Kodmani aura bien quelques vieilles couvertures, boîtes de lait concentré et quelques sages conseils à leur donner.

Le troisième gus de l'association Souriahouria, le secrétaire, se nomme Mohamad Alroumi. Son adresse ne figure pas sur les documents de la Préfecture. Il apparaît comme stipendié par l'Institut du Monde Arabe (IMA), qui y expose ses photographies, le zig étant « artiste ». L'IMA est une triste imposture qui ridiculise les arabes, et sert à ce que je comprends, pour financer tous les harkis filandreux qui oeuvrent pour le régime, comme cette dirigeante de l'association de la police politique française, « Les indigènes de la République », qui a dernièrement qualifié les français de « sous chiens ». L'un des anciens présidents de l'IMA était Dominique Baudis, membre du groupe de lobbying France-Israël. Le comique dans cette affaire est que cet Alroumi photographie Damas et ses vieilles pierres, sans doute pour qu'il en reste des traces après la rénovation de la région par l'OTAN.

Avez-vous pensé, monsieur Tartakowsky aux deux millions de réfugiés irakiens qui sont installés en Syrie, qui ont fui la libération de leur pays par l'entité américano-israélienne. Où vont-ils pouvoir aller cette fois-là ? Et aux camps de réfugiés palestiniens implantés en Syrie ? Bon, je sais que vous vous en moquez. Comme vous vous moquez que la libération de l'Irak, toujours entièrement détruit, a fait environ 1 millions et demi de morts, et que sa population dégénère à cause de son imprégnation par l'uranium appauvri. Avez-vous aussi pensé que la population de vos commanditaires, israéliens, est elle-même aux premières loges pour inspirer quotidiennement ce produit si généreusement répandu par les armées de l'entité ?

Sachez, monsieur Tartakowsky, que je caresse un rêve, qui peut-être se concrétisera, mais j'en doute, car les salauds finissent en général dans leurs lits, c'est que des tristes sbires comme vous soient conduits devant un tribunal pour y répondre publiquement devant tous. Il est vrai que détruire l'humanité et les autres espèces au nom des droits de l'homme !

J'adresse une copie de ce courrier à vos complices d'Amnesty International France et de l'Association des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture.

Je vous informe que je poursuis mes investigations concernant le financement de l'association Souriahouria (France ? USA ? Israël ? Qatar ? Arabie Saoudite ?).

Je vous prie de recevoir, monsieur le président Tartakowsky, l'expression de mes respectueuses salutations.

M. DAKAR

Cette lettre a été adressée par Michel Dakar, le 27 janvier 2012, à M. Pierre Tartakowsky, président de la Ligue des Droits de l'Homme, 138 rue Marcadet, Paris 18ème, et des copies ont été envoyées à l'ACAT et à Amnesty International France, ainsi qu'à l'officine parisienne de propagande de la banque Rothschild, le quotidien Libération.

[Articles de Michel Dakar publiés par Mondialisation.ca](#)

Le 27 janvier 2012

[Mondialisation.ca](#)

<http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=28906>

Code de champ modifié

1 Dossier

1-1 Jeremy Salt : La vérité sur la Syrie : des hommes fous en costume gris.

Dans son discours auprès d'étudiants universitaires le 10 janvier 2012, Bachar el-Assad a parlé de conspiration contre la Syrie. Utilisez un autre mot si ça vous chante, mais il est certain qu'il y en a une. Les sous-fifres subalternes dans cette campagne qui vise à destituer le gouvernement syrien sont des miliciens qui se font appeler « armée syrienne libre » ainsi que divers gangs armés. Ni les uns ni les autres ne pourraient poursuivre leurs campagnes de violences sans une aide extérieure. Sans soutien armé depuis l'extérieur, ils ne seront pas en mesure de renverser le gouvernement. Tout ce qu'ils peuvent faire, c'est continuer leurs tueries et provoquer le chaos dans l'espoir que le régime s'effondre. Leurs

sponsors sont : les USA, la Grande Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, le Qatar, les Frères Musulmans, le Conseil National Syrien, des « activistes » syriens en exil, dont certains sont liés de près aux ministères des Affaires Etrangères britanniques et étasuniens, ainsi que tous les salafistes présents dans la région. La réforme n'est pas la question. Leurs plans divergent sur bien des aspects, mais convergent sur un seul et même point : leur détermination à détruire le gouvernement baathiste. Pour les USA, la Grande Bretagne et la France – « l'Occident » –, la destruction d'un gouvernement et d'un parti politique qui leur a longtemps tenu tête est l'enjeu. Pour l'Arabie saoudite, la question d'est d'affronter l'Iran et de contenir le chiisme dans la région. Pour les Frères Musulmans, la question est la revanche sur la répression de leur révolte de 1982 par Hafez al Assad, la destruction d'un gouvernement laïque, et la mise en place d'un gouvernement basé sur la sharia, gouvernement qu'ils entendent dominer. Tant pour les salafistes que pour les Frères Musulmans, la question est également de détruire les alaouites en tant que force sociopolitique en Syrie.

Pour les USA et l'Arabie saoudite, l'Iran et la Syrie, ainsi que le Hezbollah, sont les composantes d'un même problème. L'Arabie voit en l'Iran la tête du serpent et souhaitait qu'il soit attaqué lors des dernières années de l'administration Bush. Mais une attaque directe, enlevant le voile d'une guerre masquée déjà en cours, serait extrêmement dangereuse pour les pays qui sont en train de la mener. C'est ce qui les retient d'aller de l'avant, et non pas le fait que cette guerre serait catastrophique pour le peuple iranien et la région. (Notez au passage qu'il est assez extraordinaire que, bien que l'Iran vive depuis des années sous la menace constante d'une pareille offensive, les médias occidentaux n'ont pas encore parlé des conséquences possibles d'une attaque sur des sites nucléaires actifs.)

L'Iran serait sérieusement affaibli par une intervention armée directe en Syrie (contrairement à une guerre sous couvert actuellement en cours). Une telle intervention aurait des conséquences fort similaires à une attaque directe sur l'Iran. En 2006, les deux pays ont signé un accord de défense pour contrer les « menaces communes », et l'Iran verrait toute offensive ouverte dirigée contre la Syrie comme un prélude à une attaque sur lui-même.

La forme la plus probable d'intervention armée serait la déclaration d'une « no-fly zone », ou d'un « cordon humanitaire » juste au dessus de la frontière turco-syrienne. C'est ce qui s'est passé en Lybie, où près de 50.000 personnes ont perdu la vie après que la France, la Grande Bretagne, les USA et leurs alliés de moindre envergure, eussent décidé d'attaquer au nom du maintien de la no-fly zone. La Russie et la Chine ont indiqué qu'ils s'opposeraient à quelque manœuvre de la sorte au Conseil de Sécurité des Nations unies. À la lumière de ces difficultés, la seconde meilleure option est de déstabiliser la Syrie avec le même objectif final qu'une attaque ouverte. Faire tomber le gouvernement syrien, rompre ses liens stratégiques avec l'Iran et le Hezbollah, c'est là le but recherché par les USA et ses alliés d'Occident et du Golfe. Plongée dans des turbulences internes si fortes qu'elle ne sera plus en mesure de riposter, la Syrie est écartée des calculs militaires. Dans la mesure où l'Iran est concerné, cette situation renforcerait considérablement la position des USA et d'Israël et pourrait rendre une guerre plus probable.

Depuis le début de l'année, la carte géopolitique de la région a été redessinée de manière significative. Les partis islamistes sont arrivés au pouvoir ou sont en train d'y arriver au Maroc, en Tunisie et en Egypte, et il est fort probable qu'ils fassent de même lorsque des élections seront organisées en Lybie. Entre ce que les partis disent lorsqu'ils sont dans l'opposition, et ce qu'ils se sentent obligés de faire une fois au pouvoir, il y a généralement une certaine différence, et les partis islamistes ne font pas exception à la règle. Sur la question sensible des relations avec Israël, Rachid Ghannouchi, le leader du parti tunisien Ennahda, a eu des discussions tranquilles avec les Israéliens à Washington et a indiqué que la Palestine ne serait pas une priorité pour le nouveau gouvernement tunisien.

Des signaux assez vagues proviennent par contre des Frères Musulmans en Egypte. D'après le ministère des Affaires Etrangères à Washington, les Frères Musulmans ont donné des garanties qu'ils s'en tiendraient au Traité de 1979 concernant Israël. Ceci fut presque immédiatement démenti par des séniors emblématiques du mouvement, affirmant que le Traité ne pouvait être considéré comme sacrosaint, et

répétant qu'il est possible qu'un referendum soit organisé afin que le peuple décide. Ce sera là l'un des thèmes les plus brûlants pour le nouveau gouvernement égyptien, mais puisque ce dernier a besoin des milliards de dollars promis par les USA, l'Arabie saoudite, le Qatar et le F.M.I. , il est probable que le pragmatisme l'emporte, à court terme, voir aussi longtemps qu'Israël lui-même ne met pas en péril le Traité avec une nouvelle attaque sauvage contre Gaza ou le Liban.

Dans cet environnement qui change très vite, la Syrie reste ferme, que ce soit contre les USA et Israël d'une part, ou contre la montée croissante des islamistes/salafistes d'autre part. L'opposition pacifique fut plongée dans la violence il y a bien longtemps, alors que l'armée continue à se battre contre des « déserteurs » et des gangs armés dont les médias nous disent toujours qu'ils ne sont qu'une invention de l'Etat. Les médias occidentaux doivent encore interviewer les familles de milliers de soldats et de civils tués par ces « rebelles » et autres « gangs armés » pour voir ce que les Syriens pensent de ce qu'il se passe dans leur pays. S'appuyant sur des accusations non vérifiées d' « activistes » ou sur des sources suspectes hors de Syrie, les médias ont joué un rôle crucial dans le développement d'un récit trompeur. La semaine dernière, le Guardian s'est nouvellement livré à une bassesse avec l'accusation d'un « activiste » syrien résidant à Londres comme quoi les forces de sécurité syriennes remplissent de détenus des conteneurs qu'ils jettent ensuite à la mer. Il n'y a aucune preuve que ça se soit passé, mais c'est la façon de traiter l'information que le Guardian a préconisé pour « relater » cette crise. Lorsque Damas a été la cible d'attentats à la bombe, la BBC et le Guardian ont tous deux déclaré en toute hâte que ces attentats étaient l'œuvre du gouvernement – selon des activistes. À nouveau, ils n'avaient aucune preuve pour soutenir de telles accusations, faites au moment même où les Syriens nettoyaient le sang dans les rues et ramassaient les morceaux de corps de civils qui avaient été tués. Lorsque la Ligue Arabe a publié un rapport de gestion intermédiaire sur le travail de ses inspecteurs en Syrie, celui-ci appelait à la cessation de violences de la part du gouvernement et des gangs armés. Sur sa page internet, la BBC a uniquement relayé qu'il appelait à une cessation des violences de la part du gouvernement syrien.

L'Occident part à la chasse d'une nouvelle guerre au Moyen Orient. C'est là l'essence de cette campagne contre la Syrie. Cette semaine [11 janvier 2012, ndlr], un autre scientifique nucléaire iranien a été assassiné. L'intention très claire est de provoquer l'Iran pour qu'il riposte, fournissant du même coup le prétexte pour une attaque armée que beaucoup en Israël et aux USA souhaitent. Il n'y a aucun doute sur le fait que la Syrie a besoin d'une réforme. Mais quiconque pense que les USA, la Grande Bretagne, la France, l'Arabie saoudite et le Qatar mènent campagne contre la Syrie pour que cette réforme ait lieu vit dans le monde des rêves. Chaque accusation sauvage faite par des activistes et relayée par sens du devoir dans les médias est de l'eau qui alimente leur moulin. Ces puissances ne veulent pas que la violence cesse. Elles veulent que cela continue jusqu'à ce que le gouvernement syrien tombe, et elles ont de quoi faire durer cela éternellement. Si les USA et leurs alliés franchissent le pas et attaquent la Syrie ou l'Iran, il est très probable qu'ils déclenchent une guerre régionale, puis selon certains, une guerre globale. Dans leurs costumes gris et avec leurs cravates couleur pastelle, ces hommes sont aussi fous que n'importe quel fasciste en uniforme marron.

Jeremy Salt

Jeremy Salt enseigne l'histoire moderne du Moyen-Orient dans le département de science politique à l'Université Bilkent, à Ankara. Il a enseigné précédemment dans les universités d'Istanbul (Bogazici, Bosphore) et de Melbourne. Ses publications incluent " The Unmaking of the Middle East : a History of Western Disorder in Arab Lands" (University of California Press, 2008). Il a contribué à la rédaction de cet article sur PalestineChronicles.com .

Source originale : The Palestine Chronicle

Traduit de l'anglais par Fabrice Lambert pour Investig'Action

Source : michelcollon.info

Jeremy Salt

26 janvier 2012

Traduction de Global Research, 27 janvier 2012

<http://www.michelcollon.info/La-verite-sur-la-Syrie-des-hommes.html>

http://palestinechronicle.com/view_article_details.php?id=17384

1-2 Sarkozy annonce aux armées françaises que la communauté internationale doit prendre ses responsabilités en Syrie. nb : Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse de l'auteur mais doit être vu comme information.

Alors que de nombreux journaux français ont traité à minima les dernières déclarations de Nicolas Sarkozy, la presse internationale y accorde de l'importance. En présentant ses vœux aux armées, le président français a accusé le régime syrien de répression barbare, exigé que son homologue Bachar el-Assad quitte le pouvoir, et affirmé que la communauté internationale devait prendre ses responsabilités (c'est-à-dire intervenir militairement). Cependant la presse ne manifeste ni enthousiasme, ni réprobation, face à ces déclarations martiales.

L'autre grand thème abordé ce jour est la réunion d'urgence que le Conseil des ministres de la Ligue arabe tiendra samedi pour statuer sur la poursuite ou l'arrêt de la mission de ses observateurs.

- Peter Harling de l'International Crisis Group explique dans La Croix que la mission des observateurs était de contraindre le régime à la retenue, ce qui devait permettre à la contestation pacifique de s'exprimer et faciliter une transition en douceur.

De ce point de vue, elle ne donne pas satisfaction. Pourtant ce serait une erreur de la retirer car la communauté internationale n'a guère d'autre moyens d'action, la guerre étant impossible à conduire sans enflammer la région.

- L'ambassadeur des Etats-Unis à Damas, Robert Ford, assure que le rationnement du fuel est une manœuvre du gouvernement et non pas une conséquence des sanctions économiques, rapporte le Washington Times.

- Dans le sillage du ministre israélien de la Défense, Ehud Barak, un officier supérieur anonyme prédit dans le Jerusalem Post une possible victoire rapide de l'opposition syrienne. Mais ce soutien apparent à son ministre de tutelle est l'occasion d'exprimer ses inquiétudes sur le déploiement des jihadistes d'Al Qaida en Syrie, ce qui revient à prendre position contre le renversement de Bachar el-Assad.

- L'Orient-Le Jour rapporte l'appel du vice-président de l'Internationale socialiste, le Libanais Walid Joumblatt, aux druzes syriens pour un changement radical de régime en Syrie. Le quotidien ne relève pas que, si M. Joumblatt a longtemps exercé une influence prépondérante sur les druzes libanais, il n'a jamais eu d'autorité sur les druzes syriens qui lui ont toujours préféré le leadership du prince Talal Arslan.

- L'Orient-Le Jour confirme que le porte-avion russe Amiral Kouznetsov, armé de nombreux avions et hélicoptères de combat, devrait mouiller prochainement au large de Tartous. Il sera accompagné de quatre autres bâtiments. Il n'échappera pas aux spécialistes que ces navires ne sont pas uniquement destinés à l'escorte et sont susceptibles de livrer du matériel.

- Enfin, Phil Sands se demande dans The National (EAU) pourquoi les Kurdes s'impliquent si peu dans les mouvements de protestation. Il avance comme principale explication la naturalisation de 300 000 Kurdes par l'administration el-Assad dès le début des événements. Curieusement, le journaliste n'évoque pas la préférence historique des Kurdes pour les nationalistes arabes par rapport aux islamistes, ni le projet Erdogan de création d'une vaste fédération turco-kurde après le dépeçage de l'Irak et de la Syrie.

05/01/2012

<http://www.voltairenet.org/Sarkozy-annonce-aux-armees>

1-3 Chérif Abdedaïm : [La Syrie et le projet de démembrement du monde arabe.](#)

Interview de Gilles Munier par Chérif Abdedaïm (*La Nouvelle République* – 31/12/11) *

A Alger où il résidait, Gilles Munier a milité dès 1964 dans des associations françaises de solidarité avec le monde arabe et de soutien à la lutte du peuple palestinien.

Son père, favorable à l'indépendance de l'Algérie, avait rejoint, symboliquement, le colonel Amirouche au maquis. Arrêté à son retour, il a été plus tard interdit de séjour dans les départements algériens.

Depuis 1986, Gilles Munier est secrétaire général des Amitiés franco-irakiennes.

A ce titre, il a milité contre l'embargo et rencontré le président Saddam Hussein à plusieurs reprises. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, dont *Les espions de l'or noir*, collabore au magazine *Afrique Asie*, et analyse la situation au Proche-Orient sur le blog *France-Irak- Actualite.com* .

1/Pour vous la campagne anti-Bachar est un complot. Qui sont les instigateurs de ce complot et à quel dessein ?

Le complot vise la Syrie, Bachar al-Assad se trouve en être le président. L'ordre instauré par les grandes puissances après la Première guerre mondiale est en fin de course. L'élan nationaliste qui a tenu la dragée haute aux Occidentaux est épuisé, faute d'avoir pu évoluer. Les peuples arabes se révoltent contre la corruption, l'arrogance et les compromissions de leurs dirigeants. L'influence grandissante de l'Iran, allié de la Syrie, gêne les plans géostratégiques de l'Otan. L'Occident tente de reprendre en main la situation.

La déstabilisation de la Syrie, comme celle de l'Irak, fait partie du projet de démembrement du monde arabe sur des bases ethniques, tribales ou confessionnelles. Les contre-mesures adoptées pour détourner les « *Printemps arabes* » de leurs objectifs semblent inspirées du plan Yinon de 1982, du nom d'un fonctionnaire du ministère israélien des Affaires étrangères qui préconisait la création de mini-Etats antagonistes partout dans le monde arabe. En Syrie, il s'agirait, au mieux, de reconstituer la fédération d'Etats confessionnels créée par le général Gouraud en 1920, du temps du mandat français, c'est-à-dire : un Etat d'Alep, un Etat de Damas, un Etat alaouite et un Etat druze. A l'époque, ce fut un échec. Rien ne dit que les occidentaux parviendront cette fois à leurs fins. En Libye, par exemple, le colonel Kadhafi a été renversé, mais la situation est loin d'être stabilisée, la donne peut changer. Le « *chaos constructif et maîtrisé* », prôné par les néo-conservateurs américains, sous George W. Bush, risque fort d'aboutir au chaos tout court. Cela, les multinationales n'en ont cure, le principal étant pour elles de contrôler les champs pétroliers... et qu'Israël survive en tant qu'Etat juif.

2/Parmi cette opposition, il faut compter également les Frères Musulmans; n'est-il pas à craindre une guerre civile si demain le régime de Bachar venait à chuter ?

La guerre civile, c'est le scénario du pire. La Syrie l'évitera si un dialogue franc et décomplexé s'instaure entre les Frères Musulmans et les baasistes, s'il aboutit à des élections réellement démocratiques, ouvertes à tous les courants politiques représentatifs. Bachar al-Assad y est favorable, mais il a trop tardé à le proposer. Les Frères Musulmans, incontournables, le refusent pour l'instant. Comme toujours, la confrérie mise sur les anglo-saxons pour accéder au pouvoir, une politique opportuniste à courte vue qui lui fait négliger les réalités du terrain, les arrières pensées de l'Otan et de la France, l'ancienne puissance coloniale.

3/Dans le cas syrien la situation semble plus complexe qu'on le croit notamment avec plusieurs acteurs dont les intérêts géostratégiques diffèrent. D'un côté, Washington, OTAN, Israël, les monarchies arabes sunnites et la Turquie ; et de l'autre, l'axe Téhéran-Damas comprenant le Hezbollah, le Hamas, soutenu par la Chine et la Russie. Une guerre contre la Syrie ne risquerait-elle pas de déborder et de provoquer un embrasement généralisé de la situation au Proche-Orient, dont les conséquences seraient incalculables.

Fin octobre dernier, le président Bachar al-Assad a déclaré au *Sunday Telegraph* que si le but des Occidentaux est de diviser la Syrie, il embraserait toute la région, qu'il y aurait des dizaines d'Afghanistan. Mais, cela ne fera pas reculer les faucons de l'Otan car, au-delà de la campagne contre la Syrie, se profile un conflit de grande ampleur, aux conséquences imprévisibles, avec l'Iran des mollahs...

« *Arc chiite* » contre « *Croissant sunnite* » ?

4/ Vous pensez, comme certains, que frapper la Syrie sous couverture « *humanitaire* » vise à « *cachez en fait une opération complexe anti-chiite et anti-Iran* »...

Le nombre des victimes civiles annoncé par l'ONU, qui donne une couverture « *humanitaire* » à l'opération contre la Syrie, n'a jamais été corroboré. Pour l'Otan et Israël, le renversement du régime de Damas, la liquidation du Hezbollah libanais et du Hamas palestinien, ne sont que des étapes. Les Américains et les Français ont demandé à plusieurs reprises à Bachar al-Assad de prendre ses distances avec son allié iranien. Il a refusé, se doutant que son tour viendrait ensuite et qu'à ce moment là, il serait seul face à la machine de guerre occidentale.

Les camps antagonistes font le compte de leurs partisans. A Bagdad, par exemple, la crise traversée par la Syrie a fait naître des clivages contre-nature. Les sunnites pro-américains, Al-Qaïda au Pays des deux fleuves et le conseil de la région d'Al-Anbar soutiennent le CNS (*Conseil national syrien*), tandis que le régime de Nouri al-Maliki, Moqtada al-Sadr et, dans une certaine mesure, la résistance baasiste réfugiée à Damas, sont du côté de Bachar al-Assad. Nouri al-Maliki s'est débarrassé du vice-président de la République Tarek al-Hashemi, pro-américain et ancien chef du parti islamique issu du mouvement des Frères Musulmans, en l'accusant, sans preuve, de diriger un escadron de la mort et d'avoir voulu

l'assassiner. Hashemi s'est réfugié au Kurdistan – sunnite - et la Turquie « *néo-ottomane* » lui accordera l'asile, s'il le demande. A toute fin utile, si la situation à Bagdad se détériore encore plus, 50 000 GI's, basés dans cette perspective au Koweït, sont prêts à intervenir à nouveau en Irak.

Face à l' « *arc chiïte* » pro-iranien - l'expression est du roi Abdallah II de Jordanie – les occidentaux veulent opposer un « *croissant sunnite* » réunissant les émirs du Golfe, les rois d'Arabie et de Jordanie, et les partis politico-religieux qui leur sont plus ou moins favorables, ne serait-ce que par opportunisme, comme les Frères Musulmans.

5/ A Moscou, le 18 novembre dernier, Vladimir Poutine a dit clairement à François Fillon qu'en Syrie la France ferait mieux « *de s'occuper de ses oignons* ». Aussi, la flotte russe se dirige vers Tartous. On a le sentiment que cela a valeur de message aux Occidentaux. Qu'en pensez-vous ?

Vladimir Poutine a qualifié la guerre de Libye de « *croisade* », mais je m'étonne que la Russie se soit laissée berner en votant la résolution 1973 permettant à la France et à l'Otan d'intervenir et de renverser le colonel Kadhafi. Le porte-avion Maréchal Kouznetsov vogue vers Tartous avec une escadre importante. Le message est clair, mais je crains qu'il ne soit pas suffisamment dissuasif pour empêcher les Occidentaux d'effectuer, le moment venu, des « *tirs ciblés* » en Syrie et au Liban.

La réponse de Barack Obama a été toute aussi claire. Les Etats-Unis se sont fait le porte-voix des blogueurs russes et des ONG qu'ils financent et qui dénoncent des fraudes présumées lors des dernières élections législatives. L'ancien président Mikhaïl Gorbatchev, soutenu par des oligarques réfugiés en Grande-Bretagne, est monté au créneau pour réclamer de nouvelles élections. Hillary Clinton lui a emboîté le pas. Des manifestations anti-Poutine ont été organisées et Gorbatchev est revenu à la charge pour « *conseiller* » à Poutine de démissionner. Tous les ingrédients utilisés par le milliardaire George Soros, spécialiste des « *révolutions oranges* », ont été réunis. Des « *centaines de millions de dollars de fonds étrangers* » auraient d'abord circulé en Russie, selon Vladimir Poutine, pour influencer le scrutin. Les fonds finançant les ONG russes pro-occidentales ont, dit-on, transité par le NDI (*National Democracy Institute*) que préside l'ancienne secrétaire d'Etat Madeleine Albright, une organisation que l'on retrouve derrière les blogueurs des « *Printemps arabes* ». Se débarrasser de Poutine, ou le déconsidérer, est crucial pour éviter les veto russes au Conseil de sécurité lorsqu'il sera question d'intervenir militairement en Syrie ou en Iran.

On en est là, mais quand on sait que le président Dmitri Medvedev a décidé de déployer de nouvelles armes pour répondre à l'Otan qui va construire un bouclier anti-missiles aux frontières de la Russie, sous prétexte de protéger l'Europe de tirs provenant d'Iran, on est en droit de s'inquiéter. Il suffirait d'un rien pour déclencher l'apocalypse.

Qatar, dictature obscurantiste

6/ A travers son engagement en Libye et son influence au sein de la Ligue arabe pour sanctionner la Syrie, à quoi joue d'après-vous le Qatar ? Chercherait-il un rôle de leadership arabe ou ne serait-il qu'un simple vassal au service de Washington et de Paris ?

Les Al-Thani qui dirigent le Qatar sont des vassaux des Etats-Unis, comme ils l'étaient hier de Londres ou, au 19^{ème} siècle, du gouvernement des Indes britanniques via le Bahreïn dont ils dépendaient. Les réserves financières inépuisables de leur micro-Etat de 11 437 km², l'ombrelle protectrice de la base militaire US d'Al-Eideïd, la plus grande du Proche-Orient et d'une petite base navale française, leur sont monté à la tête.

Ce pays montré en exemple aux militants des « *Printemps arabes* » n'a rien de démocratique : les partis politiques y sont interdits, les membres du *Majlis al-Shoura* sont désignés par le pouvoir et n'ont qu'un rôle consultatif, les travailleurs étrangers - 80% de la population de l'émirat - n'ont aucun droit, l'information est bâillonnée. C'est une dictature obscurantiste. Seuls 200 000 nantis profitent, en rentiers à vie, des revenus pétroliers et gaziers. La chaîne *Al-Jazeera*, devenue un organe de propagande de l'Otan, n'a pas le droit de couvrir l'actualité locale. On ne saura rien sur la tentative de coup d'Etat monté fin février 2011 par des officiers qataris, soutenus par des membres de la famille régnante, qui mettaient en cause la légitimité de l'émir et l'accusaient d'entretenir des relations avec Israël et de créer la discorde entre pays arabes pour le compte des Etats-Unis. Aujourd'hui, l'émir Hamad bin Khalifa Al-Thani et cheikha Mozah, sa seconde épouse, se croient tout permis. Plus dure sera leur chute...

« *il faut accorder à Bachar al-Assad*

au moins le bénéfice du doute »

7/ Quelle est votre vision personnelle de l'avenir de la Syrie ? Quelle(s) solution(s) possible (s) pour dénouer cette crise ?

La Syrie devrait recouvrer les territoires dont elle a été dépecée par les accords secrets Sykes-Picot de 1916, puis par la France, notamment la province d'Alexandrette. Je regrette que Damas se soit laissé embarquer dans des négociations sans fin avec Israël à propos des territoires syriens occupés. Il y a quelques jours, une manifestation d'opposants druzes syriens a eu lieu à Magdal Shams, gros bourg du Golan. Ils brandissaient l'ancien drapeau syrien, conspuaient Bachar al-Assad, l'accusant de tuer des manifestants syriens alors qu'aucune balle n'a été tirée, depuis 1973, en direction des colons sionistes. Nul doute que ce genre de slogan démagogique atteint son but dans les milieux nationalistes arabes. L'avenir de la Syrie ne devrait appartenir qu'aux Syriens. Le président al-Assad a engagé le pays sur la voie des réformes. La question de savoir pourquoi il ne l'a pas fait plus tôt est dépassée. Pour dénouer la crise, il faut lui faire confiance, lui accorder au moins le bénéfice du doute. En août, il a autorisé, par décret, le multipartisme. L'article 8 de la Constitution qui faisait du parti Baas le parti dirigeant a été abrogé. Une nouvelle constitution sera proposée en février. C'est plus que ne réclamaient ses opposants en mars dernier, avant que l'Otan, enivrée par son expérience libyenne, les incite à adopter des positions jusqu'au-boutistes. J'espère qu'au final les Frères Musulmans s'intégreront, comme en Egypte, dans le jeu démocratique. Sinon, la Syrie s'épuisera dans des combats sanglants, pires que ceux des guerres civiles au Liban.

Vers une 3^{ème} guerre mondiale ?

8/ D'après-vous, quelle serait la responsabilité de l'ONU dans les crimes qu'elle est en train de légaliser, notamment avec l'incongruité de son Conseil de sécurité, le principe des deux poids deux mesures appliqué par les cinq membres permanents et qui sert les intérêts d'une minorité, etc. ?

L'ONU a été créée pour servir les intérêts des vainqueurs de la Seconde guerre mondiale. Aucun membre de l'ONU ne devrait être au-dessus des lois et des conventions internationales, comme c'est le cas des Etats-Unis. Le secrétaire général de l'ONU et les officiers des missions dites de paix qui en dépendent, non plus. En avril dernier, la présidente brésilienne Dilma Rousseff a déclaré que le temps des « politiques impériales », des « affirmations catégoriques » et des « sempiternelles réponses guerrières » n'étaient plus acceptables, qu'il fallait réformer l'ONU. Elargir le Conseil de sécurité aux grands pays émergents : Inde, Brésil, Afrique du Sud est nécessaire, mais pas suffisant. La réforme du droit de veto est primordiale ; mais on n'en prend pas le chemin. Estimant l'entreprise trop risquée, certains membres du *Council on Foreign Relations*, *think tank* américain qui a contribué au remplacement de la SDN (*Société des Nations*) par l'ONU, voudrait réduire l'organisation internationale à un « endroit pour faire des discours ». La gouvernance mondiale reviendrait au G20. Trop d'intérêts sont en jeu, il faudra peut-être, malheureusement, attendre une 3^{ème} guerre mondiale pour que naisse une organisation plus représentative.

9/Certains considèrent que l'Occident est malade économiquement et politiquement, d'où cette politique de la canonnère au jour le jour. Qu'en pensez-vous ?

La politique de la canonnère – ou du porte-avion - est de retour, comme au 19^{ème} siècle au service des intérêts économiques et géostratégiques occidentaux. L'Irak, la Yougoslavie, l'Afghanistan, la Côte d'Ivoire, la Libye et bientôt, peut-être, la Syrie et l'Iran en ont été, sont ou seront les victimes. Je ne suis pas le seul à penser que pour enrayer leur déclin économique et politique, les Etats-Unis et leurs alliés s'en prendront à la Fédération de Russie et à la Chine.

Le plan actuel d'encerclement et de déstabilisation de ces deux pays en est le signe avant-coureur. Dans un discours prononcé à Cambera en novembre dernier, Barack Obama a déclaré que la région Asie-Pacifique est désormais une « priorité absolue » de la politique de sécurité américaine. Il a annoncé que 2 500 *Marines* seront basés à Darwin, en Australie, déclenchant des protestations de la Chine. Une guerre, inévitablement thermonucléaire, est à craindre à moyen terme. Si elle n'est pas évitée, une grande partie de l'espèce humaine et de l'écosystème de la planète disparaîtra.

* http://www.lnr-dz.com/pdf/journal/journal_du_2011-12-31/lnr.pdf

Titre original : Gilles Munier à *La Nouvelle République* : « il y a un projet de démembrement du monde arabe » - Sous-titres : *AFI-Flash*

Sur le même sujet, lire aussi :

Préparatifs de guerre contre la Syrie à la frontière jordanienne?

<http://0z.fr/uYQle>

Comment Londres est à l'œuvre en Syrie

<http://0z.fr/riGAJ>

Ron Paul : Soyons clairs, les sanctions contre la Syrie et l'Iran sont des actes de guerre

<http://0z.fr/llzuw>

Bachar al-Assad et les Frères Musulmans

<http://0z.fr/WqeMP>

2 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage toutes les analyses des auteurs mais doit être vu comme information

2-1 Louis Dénghien : La discorde chez l'ennemi : rien ne va plus entre Rami Abdel Rahmane et le CNS !

Le torchon brûle entre le Conseil national syrien et Rami Abdel Rahmane, patron de l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Une émanation du CNS, la « Commission générale de la Révolution syrienne », vient d'annoncer qu'elle cessait toute coopération avec R.A. Rahmane – de son vrai nom, semble-t-il, Oussama Ali Suleiman. Le bureau du CGRS accuse le patron de l'OSDH d'avoir porté préjudice au CNS et d'une manière générale aux « diverses organisations de la révolution syrienne à l'étranger ».

5 janvier 2012

Sensationnel : le CNS accuse l'OSDH de bidonnage statistique !

Mais quelle peut bien être la nature du préjudice porté à la « révolution » syrienne par son comptable et propagandiste attitré depuis des mois ?

Eh bien, d'abord Rami Abdel Rahmane et un de ses complices nommé Haytham Manna auraient, assure le bureau du CGRS, tenté de « délégitimer » le CNS/CGRS au profit de l'« Organe de la coordination nationale », un bidule oppositionnel émanant semble-t-il des Comités locaux de coordination, qui regroupe en Syrie les informateurs de l'OSDH et lanceurs de manifestations.

En plus, et les lecteurs d'Infosyrie apprécieront cette accusation du CGRS à sa juste valeur, l'OSDH aurait « manipulé » le nombre des tués, et bidonné leur identité ! Mais alors, quid des 5 000 et quelques victimes de la répression bachariste homologués par les comptables partisans de l'OSDH, estimation reprise par toute la presse d'Occident et jusqu'à l'ONU ?

Rami Abdel Rahmane – pardon, Oussama Ali Suleiman – truqueur, falsificateur, manipulateur ?

Mais que vont dire Arte, France 2, I-Télé, L'Express, Le Monde, Libération quand ils vont apprendre cette terrible nouvelle, émanant des plus hautes instances de l'opposition officielle et agréée à Bachar al-Assad ?!

Un règlement de comptes turco-français ?

Au-delà de la satisfaction de voir le n°1 de la désinformation sur la Syrie désavoué et dénoncé par ses propres alliés politiques, au-delà de l'ironie qui voit le CNS rejoindre (sur ce point) avec retard Infosyrie, on ne peut que constater que la crise se précise au sein de l'opposition radicale syrienne, crise dont cette affaire Rami Abdel Rahmane est une péripétie aussi spectaculaire qu'inattendue. Certes, on savait depuis quelque temps les tensions opposant les CLC présents pour partie en Syrie – et donc l'OSDH – au CNS exilé en Turquie. Il nous est difficile de bien cerner les forces qui s'opposent dans ce conflit – quelle cheval jouent, par exemple, les Frères musulmans ? En tout cas, tout cela sent la recomposition, sinon la décomposition.

Proposons néanmoins une piste : cette brouille entre ces deux factions de l'opposition radicale pourrait être une mesure de rétorsion du gouvernement Erdogan contre Sarkozy qui, à l'approche des élections, a réactivé la question de la reconnaissance du génocide arménien : or le président du CNS, Burhan Ghalioun, vit en France et est un protégé d'Alain Juppé. Du coup, Erdogan, qui contrôle déjà l'état-major – sinon les troupes – de l'ASL aurait décidé de jouer les CLC et la « Coordination nationale » contre la structure CNS. Ce n'est qu'une hypothèse, mais elle nous paraît assez plausible pour que nous osions la formuler ici !

En tout cas, si la scission se confirme, c'est un tournant dans la crise, ou au moins dans l'histoire de l'opposition radicale syrienne. En prenant les choses d'un peu plus haut, tout cela nous semble être la rançon de l'échec politique de cette opposition radicale, exilée, maximaliste, voire terroriste – au fait, de

quel côté va pencher l'ASL dans ce combat de titans démocrates ? - tiraillée entre laïcs et fondamentalistes, entre Euro-américains et Turcs et totalement incapable d'attirer à elle un seuil critique de Syriens. Et si l'opposition syrienne était le premier atout de Bachar al-Assad ?

Par **Louis DENGHIEN**, - 5 janvier 2012

<http://www.silviacattori.net:80/article2634.html>

2-2 Thierry Meyssan : L'OTAN suspend ses projets militaires et renforce la guerre économique contre la Syrie.

Alors qu'elle appliquait jusqu'à présent le scénario de l'intervention militaire humanitaire qui avait fait ses preuves en Yougoslavie et récemment en Libye, l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord doit revoir sa copie en Syrie.

Désormais il s'agira d'appliquer la même stratégie que pour l'Irak : mettre le pays en état de siège au mépris des populations pour l'affaiblir suffisamment avant le prochain assaut.

Réseau Voltaire | Damas (Syrie) | 9 décembre 2011

L'OTAN est en train de revoir sa stratégie syrienne. Après huit mois de guerre de basse intensité et malgré l'infiltration de très nombreux combattants arabes et pachtounes, la société syrienne ne s'est toujours pas fracturée. Certes, quelques affrontements confessionnels ont eu lieu à Deraa, Banyas et Homs, mais ils ne se sont pas étendus et n'ont pas perduré. Pour l'Alliance, il est illusoire de croire pouvoir susciter rapidement une guerre civile qui puisse justifier une « opération humanitaire internationale ».

Ce constat intervient alors que la coalition militaire *ad hoc* est en crise. Lors de la guerre contre la Libye, l'initiative avait été assumée par la France et le Royaume-Uni. Cependant, les deux poids lourds européens en la matière s'étaient avérés incapables de mobiliser les moyens nécessaires. En réalité, les trois quarts de l'effort de guerre avaient été fournis ou financés par le Pentagone. Surtout, le déploiement de dispositifs incomplets aurait pu tourner au désastre si la Libye avait décidé d'attaquer les bateaux et les hélicoptères de l'Alliance [1]. Le problème est beaucoup plus grave avec la Syrie, dont la population est quatre fois plus nombreuse que celle de la Libye, et dont l'armée est aguerrie par les précédents conflits régionaux.

Il avait donc été convenu de renforcer le tandem franco-britannique en lui adjoignant l'Allemagne. Un accord tripartite aurait dû être négocié le 2 décembre à l'occasion de l'anniversaire décalé du Traité de Lancaster House [2] qui fixa l'organisation des forces de projection jointes franco-britanniques et scella le sort de la Libye [3]. Or, ce sommet a été annulé. En pleine crise économique occidentale, Berlin n'entend pas engager des dépenses de guerre sans garanties de retour sur investissement.

La rationalité budgétaire allemande bouscule les rêves épiques du complexe militaro-industriel américano-israélien. Le départ de Robert Gates et l'ascension d'Hillary Clinton ont illustré le retour sur la scène mondiale du projet de « remodelage du Moyen-Orient élargi » et son extension à l'Afrique du Nord. Cette doctrine, dérivée de la pensée impériale de Leo Strauss, se présente comme une perpétuelle fuite en avant, la guerre n'ayant plus d'autres objectifs qu'elle-même. Elle convient parfaitement à l'économie de guerre des États-Unis, mais pas du tout à l'économie industrielle pacifique allemande.

Le projet de guerre conventionnelle contre la Syrie pose de nombreuses questions économiques. Aucune nation européenne n'y trouvera d'intérêt à court ou moyen terme, mais beaucoup peuvent y perdre. Dans le cas libyen, des hommes d'affaire britanniques et français ont pu encaisser des dividendes immédiats en renégociant de manière avantageuse leurs concessions pétrolières, tandis que les Turcs et les Italiens ont été les dindons de la face, perdant presque tous leurs marchés dans leur ancienne colonie.

En attendant qu'une coalition militaire *ad hoc* soit formée, l'OTAN s'est provisoirement repliée sur la guerre économique. Elle entend assiéger la Syrie, lui couper toute possibilité commerciale aussi bien à l'import qu'à l'export, et saboter ses moyens de production. Sous le vocable bien-pensant de « sanctions », les États de l'Alliance et leurs vassaux de la Ligue arabe ont déjà institué un gel bancaire qui interdit le commerce de commodités. Ils se concentrent maintenant sur la fermeture des voies de communication, notamment les lignes aériennes, et le retrait des multinationales, principalement les compagnies pétrolières. Ainsi, après Shell et Total, Petro-Canada se retire, fermant derrière elle la centrale qui alimente en électricité la ville de Homs.

Surtout, la première action de sabotage d'envergure a débuté contre le pipe-line approvisionnant cette même centrale électrique afin qu'il ne soit pas possible de la faire fonctionner en l'absence des

ingénieurs canadiens. Cette action a été revendiquée par l'Armée syrienne libre, sans qu'il soit possible de savoir de qui elle est vraiment l'œuvre : de militaires félons, de mercenaires d'Al Qaida ou de commandos atlantiques.

On n'observe pour le moment aucune pénurie en Syrie, hormis en matière de mazout et d'électricité. Pour pallier au choc du siège, Damas met en place de nouveaux échanges avec Beijing. L'embargo bancaire impose qu'ils s'effectuent sous forme de troc, comme la Chine le fait déjà avec l'Iran. Ce système devrait permettre à la Syrie de sauver son économie, à l'exception du secteur touristique durablement sinistré.

Quoi qu'il en soit, le siège de la Syrie a déjà fait de nombreuses victimes économiques en Turquie. L'annulation du traité de libre-échange et l'instauration de droits de douane prohibitifs ont ruiné les régions frontalières. Et si les Syriens acceptent d'endurer des privations pour sauver leur patrie, les Turcs ne sont pas prêts à subir le même sort pour les ambitions de l'OTAN.

En outre, ce changement de stratégie place le Conseil national syrien en porte à faux. Les politiciens qui revendiquaient une forme d'action non-violente inspirée des révolutions oranges de Gene Sharp [4] sont contraints d'assumer des sabotages revendiqués par les combattants de l'Armée syrienne libre. Le conflit est d'autant plus vif que les uns et les autres sont basés à Istanbul et appelés à se côtoyer.

La suspension du plan d'intervention militaire internationale a été confirmée par le retour à Damas des ambassadeurs des États-Unis, de France et d'Allemagne. Elle implique une inflexion de la campagne médiatique. D'ores et déjà, les médias anglo-saxons ont abandonné les références aux accusations les plus outrancières et les moins crédibles lancées contre Bachar el-Assad, telle que celle de faire torturer des enfants. Le département d'État lui-même ne décrit plus le président syrien comme un monstre, mais comme un homme « déconnecté de la réalité » (sic) [5]. Son cas ne nécessite donc plus de traitement urgent. Au demeurant, la révélation par divers journalistes de la réalité syrienne, à mille lieues de l'image de propagande véhiculée depuis huit mois [6], rend un moment de silence indispensable.

Thierry Meyssan

19 décembre 2011

Réseau Voltaire |

[1] « [La guerre de Libye aurait pu mal tourner pour les Alliés](#) », *Réseau Voltaire*, 9 novembre 2011.

[2] « [Déclaration franco-britannique sur la coopération de défense et de sécurité](#) », *Réseau Voltaire*, 2 novembre 2010.

[3] « [Washington regarde se lever "l'aube de l'odyssée" africaine](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 19 mars 2011.

[4] « [L'Albert Einstein Institution : la non-violence version CIA](#) », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 4 juin 2007.

[5] « [Daily Press Briefing](#) », *Département d'État*, 6 décembre 2011.

[6] « [Запад и ближневосточные монархии жаждут сожрать Сирию](#) », par Thierry Meyssan, *Komsomolskaia Pravda*, 29 novembre 2011.

Thierry Meyssan

<http://www.voltairenet.org/L-OTAN-suspend-ses-projets>

2-3 Moscou: "Bas les pattes devant l'Iran et la Syrie,"

La Chine et les pays BRIC derrière l'initiative de la Russie

La Russie a averti l'Occident contre une intervention militaire en Iran et en Syrie, et a rejeté des sanctions unilatérales contre les deux nations.

Le Ministre des Affaires Etrangères Lavrov, a déclaré qu'une action militaire contre l'Iran aurait "des conséquences catastrophiques".

Le Ministre Lavrov a dit, lors de sa conférence de presse annuelle, que Moscou était sérieusement préoccupé par les menaces d'une opération militaire contre l'Iran et "fait de son mieux pour la prévenir". Il a dit que la guerre pourrait provoquer l'exode de réfugiés d'Iran vers l'Azerbaïdjan et la Russie, mettrait de l'huile sur le feu du conflit Sunnites-Chiïtes et entraînerait des réactions en chaîne.

La conférence de presse était consacrée à la politique extérieure de la Russie en 2011, mais le discours de Lavrov laissait entendre que Moscou se préparait à une confrontation plus aigüe avec l'Occident en 2012.

Lavrov a déclaré que les sanctions occidentales unilatérales contre l'Iran, telles que l'embargo sur le pétrole, visaient à étouffer l'économie iranienne et à provoquer un mécontentement populaire. Il dit également que l'Iran était prête à reprendre des conversations avec les médiateurs internationaux et qu'il considérait que les États-Unis et l'Europe voulaient imposer des sanctions, dans le seul but de rendre plus difficiles de futures négociations.

Le Ministre russe des Affaires Extérieures déclare que Moscou allait bloquer toute tentative occidentale d'obtenir un mandat des Nations Unies pour une interférence militaire en Syrie. Un projet de résolution soumis par la Russie demandait que tous les membres du Conseil de Sécurité se retiennent de toute ingérence et usage de la force en Syrie. M. Lavrov a signalé qu'il était significatif que les puissances occidentales aient essayé de faire retirer de ce projet la partie de texte disant: "rien ne peut être interprété dans la résolution comme une autorisation de l'usage de la force contre la Syrie, par quelque partie que ce soit".

M. Lavrov a annoncé également que la Chine et les autres pays du groupe BRICS avaient soutenu ce projet de résolution. " Nous considérons comme totalement inacceptable, d'essayer d'appliquer le scénario dit "libyen" à d'autres conflits."

M. Lavrov a également rejeté les critiques occidentales envers la fourniture d'armes de la Russie à la Syrie. "Nous n'avons violé aucun accord international, ni aucune résolution du Conseil de Sécurité", nous commerçons normalement avec la Syrie, ce qui n'est pas interdit par le droit international".

2-4 Joëlle Pénochet «La Syrie est une tête de pont pour une agression contre l'Iran »

Entretien réalisé par Chérif Abdedaïm, [La Nouvelle République](#) du 14 janvier 2012

En dépit de la focalisation de l'actualité sur l'Iran, la Syrie demeure sujet à préoccupation de la part des observateurs. Ce pays rétif à l'instauration du Nouvel Ordre Mondial reste est « victime d'actes de terrorisme planifiés et organisés par des puissances étrangères ». Quelle part des services secrets occidentaux dans cette tentative de déstabilisation ?

Instrumentalisation de l'OTAN par l'impérialisme US, bras armé de l'ONU, ainsi que d'autres questions auxquelles Joëlle Penochet, journaliste, ethnologue et sociologue des mass-médias a répondu dans cet entretien accordé exclusivement à La Nouvelle République.

La NR/ Quelle est votre analyse de la situation en Syrie?

J.P/ Ce n'est pas Bachar el-Assad qui est visé, mais la Syrie en tant que pays laïc, nationaliste et indépendant, ennemi d'Israël et rétif à l'instauration du Nouvel Ordre Mondial. Après l'Iraq et la Libye, ce pays doit inéluctablement être détruit à son tour pour permettre la réalisation du vieux projet atlantiste de «*Grand Moyen Orient*». Par ailleurs, la Syrie est une tête de pont pour une agression contre l'Iran et la poursuite de l'encercllement de la Russie et de la Chine.

Après l'élimination du colonel Kadhafi, dans les conditions ignobles que l'on connaît, Bachar-el-Assad est le nouvel homme à abattre, l'Hitler du moment. L'agenda atlanto-sioniste (qui correspond à celui des néo-conservateurs du PNAC (*Projet pour un nouveau siècle américain*)) a pris du retard, et le rythme infernal de l'enchaînement des guerres contre les pays ciblés (annoncé par Bush dans le cadre d'une «*guerre de cent ans contre le terrorisme*») doit s'accélérer. La Syrie est depuis longtemps sur la liste étasunienne des «Etats-Voyous» dont le régime doit être renversé. L'ancien commandant en chef de l'OTAN, le général Wesley Clark, a rapporté en 2007 qu'un officier d'état-major de haut rang lui avait confié, quelques semaines après les attentats du 11 septembre, qu'une campagne militaire de cinq ans était programmée, pour des motifs inconnus, pour attaquer sept pays: l'Iraq, la Syrie, le Liban, la Libye, l'Iran, la Somalie et le Soudan.

Concernant l'application de ce projet en Syrie, c'est le scénario libyen, à quelques détails près, qui est répété: la même propagande guerrière contre le régime et la diabolisation de son chef, les mêmes mercenaires et combattants professionnels étrangers lourdement armés déguisés en manifestants pacifiques, les mêmes faux-témoignages de «victimes», la création d'un «*Conseil national de transition*» (le 1er octobre à Istanbul) – un clone du CNT libyen –, et des sanctions économiques répétées pour asphyxier le pays.

Car, depuis la chute du mur de Berlin, c'est toujours le même schéma qui est utilisé pour lancer une guerre «humanitaire» (en Yougoslavie, en Iraq, en Libye...): on déclare que le dirigeant du pays ciblé «*massacre son propre peuple*», ensuite on fait des discours droits-de-l'hommes enflammés à l'ONU

(«*nous devons libérer le peuple de son tyran*»), on impose des sanctions économiques de plus en plus lourdes, on menace, on lance des ultimatums inacceptables. Simultanément, on prépare méthodiquement l'opinion publique internationale (que l'on doit émouvoir en lui racontant des histoires atroces préfabriquées – de bébés, de femmes et d'enfants torturés, massacrés par le régime...) à une intervention «humanitaire».

Actuellement, Washington et ses vassaux – en premier lieu la France – se disent «mécontents» des rapports des observateurs de la Ligue arabe, qui les a «trahis» en ne remplissant pas leur mission véritable qui était de confirmer la version de la Maison Blanche. Ils leur font le même reproche qu'au projet de résolution russe, celui de mettre sur le même plan les violences du régime et celles des «contestataires». Les américains ont d'ores et déjà déclaré que, quelles soient les recommandations de la délégation des observateurs arabes, leur position resterait inchangée. On s'en serait douté!

Mais Washington a oublié que la Syrie n'est pas la Libye. C'est un pays de 23 millions d'habitants, avec des moyens militaires plus importants, des forces militaires aguerries, et des alliances qui semblent plus sûres, du moins pour l'instant. Le pays est toujours en état de guerre larvée avec Israël depuis 1948 – avec l'épisode douloureux de la prise du Golan en 1967 (territoire qu'Afex el-Assad avait toujours essayé de récupérer) et la guerre de 1973 -, et en froid avec l'Égypte et la Jordanie qui ont signé des traités de paix avec Israël.

La Syrie étant alliée de l'Iran, du Hezbollah au Liban, et du Hamas à Gaza, pour contrer l'expansionnisme de l'état d'Israël, elle connaît des tentatives de déstabilisation récurrentes: rappelons nous l'accusation de l'assassinat de Rafic Hariri en 2005, invalidée par la révélation que les chefs d'accusation reposaient totalement sur une série de faux-témoignages. Ce n'est pas à la Syrie que profitait cet assassinat...

Les puissances occidentales, par l'intermédiaire des dictatures théocratiques du Golfe et de la Turquie veulent en finir avec ce pays comme ils l'ont fait de Iraq et de la Libye. On peut malheureusement redouter qu'il ne s'agisse que d'une question de temps, car Washington est déterminé à appliquer son agenda quoi qu'il en coûte, quitte à provoquer l'embrasement de la région entière et le déclenchement d'une troisième guerre mondiale, avec l'utilisation d'armes thermonucléaires.

Une nouvelle fois, il ne s'agit en aucun cas d'une révolte populaire, comme les media mainstream, aux mains des banksters et des multinationales de l'armement, veulent le faire accroire. Le gouvernement syrien est victime d'actes de terrorisme planifiés et organisés par des puissances étrangères pour le renverser. On assiste depuis le début des événements à une militarisation impressionnante de la soi-disant «contestation», et à son escalade sans fin: attaques à l'arme lourde contre les forces armées gouvernementales et les bâtiments publics, tirs de snipers sur les policiers, les manifestants et la population, enlèvements et assassinats de fonctionnaires et de civils qui refusent d'obéir au diktat des bandes armées.

Le niveau d'agression a monté d'un cran avec des sabotages d'infrastructures du pays, comme celui d'un pipe-line approvisionnant l'une des principales centrales électriques, revendiquée par l'Armée syrienne libre (ASL, la branche armée du CNS). Et maintenant l'escalade se poursuit avec des attentats, qui risquent de se multiplier. Ceux de Damas, qui ont fait 44 morts et 166 blessés graves à Damas à la veille de Noël, revendiqués par les Frères musulmans, ont été cyniquement attribués au régime par l'opposition et les puissances occidentales! Le 6 janvier, une nouvelle explosion à la voiture piégée a fait des dizaines de morts et de blessés. Plusieurs milliers de personnes, dont plus de deux mille soldats et membres des forces de sécurité, auraient déjà été tués par les terroristes depuis l'apparition des troubles.

A l'instar des «rebelles» libyens, qui n'ont jamais existé que sur les écrans de télévision et les photos de presse, les bandes armées qui opèrent en Syrie sont des mercenaires et des terroristes islamistes armés de matériels lourds et sophistiqués par des puissances étrangères et l'OTAN : fusils de chasse, antichars, lance-roquettes, roquettes antiaériennes, mortiers, mitrailleuses lourdes, équipement électronique, lunettes laser...).

Ces gangs instillent un climat de terreur dans la population, menaçant de mort ou exécutant froidement ceux qui refusent de participer à leurs manifestations, ou à leur grève générale. Ces méthodes terroristes ressemblent étrangement à celles du GIA en Algérie dans les années 90', dont on peut se demander, avec le recul du temps, pour qui il roulaient vraiment... Le gros des troupes de «l'Armée syrienne libre» (ASL) serait composé d'éléments étrangers, principalement des terroristes islamistes armés par le Qatar, monarchie théocratique richissime. Après avoir servi de base à l'état-major américain pour ses

opérations en Irak, il avait envoyé cinq mille combattants professionnels en Libye. L'ASL est dirigée par Abdelhakim Belhaj, chef historique d'Al Qaida en Libye déjà sacré gouverneur militaire de Tripoli par l'OTAN.

C'est pourquoi la population syrienne est en quasi-totalité derrière son président pour contrer l'agression étrangère (les grandes manifestations de soutien au régime n'ont jamais cessé depuis le début – rassemblant plus d'un million de personnes, à Damas et à Alep) et qu'elle ne cesse de réclamer plus de protection de la part de l'armée et de la police. Même les opposants, qui critiquaient la lenteur des autorités à réformer le pays pour éradiquer la corruption et instaurer plus de libertés et de justice sociale, soutiennent activement le régime pour contrer à tout prix une agression étrangère. Les réformes entamées par Bachar el Assad dès son entrée en fonction ont pris d'autant plus de retard qu'après avoir été freiné par la vieille garde de son père Afez, il a du faire face à des menaces extérieures et que le pays est l'objet de sanctions économiques du plus en plus dures.

Les minorités religieuses ont particulièrement menacées par les terroristes islamistes. Grâce au régime laïc, quarante-cinq communautés avaient jusqu'à présent coexisté en harmonie en Syrie: les Chrétiens – qui représentent 15% de la population –, les Druzes, les Kurdes, les Chiites et les Alaouites. Ces minorités soutiennent leur président et craignent l'instauration d'un régime religieux dont les persécutions les contraindraient à l'exil. Deux millions de réfugiés irakiens et près d'un demi million de Palestiniens ont été accueillis généreusement par la Syrie, où ils ont les mêmes droits que les citoyens syriens. Provoquer et attiser les violences inter-confessionnelles ou inter-ethniques est un moyen classique pour instaurer le chaos, provoquer des guerres civiles, et imposer ensuite un nouvel ordre.

En revanche, il n'est jamais question de Résolution de l'ONU contre les dictatures sanguinaires amies de l'Occident comme l'Arabie saoudite, théocratie obscurantiste qui a massacré des milliers de manifestants au Barhein depuis le début de 2011. En Iraq, les nouveaux «dirigeants» font tirer à balles réelles sur les rassemblements – faisant à chaque fois des dizaines de morts et de blessés, et ont assassiné un journaliste co-organisateur des «Jours de la colère» contre le régime. Tout cela, dans le silence assourdissant de la dite «communauté internationale».

Ces préparatifs de guerre se déroulent honteusement avec le soutien de l'opinion publique occidentale, façonnée par la propagande des media mainstream. Les slogans (en anglais, donc à destination de l'étranger) sont conçus par des officines américaines spécialisées. Les accusations les plus grotesques ont été lancées contre Bachar el-Assad: enfants torturés, blogueuse lesbienne persécutée et prise en otage (en réalité un étudiant américain émettant d'Ecosse...). Sachant que la guerre de l'information se déroule maintenant sur l'Internet, les rejets électroniques des media mainstream (comme le Post et Rue89 en France) se répandent en faux témoignages de soi-disant victimes (dont les noms ne sont jamais cités et dont les photos sont floutées...).

Ces accusations odieuses sont basées sur de faux documents audio-visuels provenant généralement d'Al-Jazira et Al-Arabiya (les Voix de son Maître de l'OTAN et du Pentagone). Ces media prennent aussi leurs «informations» – relayées sans vérification – auprès «d'ONG» basées dans des pays occidentaux (Londres-Paris-Washington), financées paradoxalement par des organisations para-gouvernementales! C'est le cas d'Amnesty International, dont l'antenne américaine est dirigée par une assistante d'Hillary Clinton.

Mais la première source des médias mainstream est l'obscur «*Observatoire syrien des Droits de l'Homme*» (OSDH), basé à Londres et membre du CNS aux mains des Frères musulmans (les plus radicaux de la région), dont le but est l'instauration d'une république islamique. Son porte-parole, en exil en Turquie, s'exprimant au nom du «*peuple syrien*» réclame depuis des mois une «*intervention extérieure*».

En vue d'obtenir le feu vert pour déclencher l'agression, les Etats-Unis ont même fait pondre au *Conseil des Droits de l'Homme* de l'ONU un rapport *sur mesure*, totalement bidon sur les «*crimes syriens contre l'humanité*». Fabriqué entièrement «en chambre» à Genève, il est basé uniquement sur les pseudo «témoignages» de 223 «déserteurs» et «victimes» dont, bien sûr, l'identité ne peut être révélée! En outre, il a été co-écrit par la directrice d'un *Think-Thank* de Washington (le *Middle East Policy Council*), qui inclut des représentants du gouvernement, de l'armée américaine, de la chambre de commerce américano-qatarie (comprenant Chevron, Exxon, Raytheon et Boeing) et agents de la CIA. Comme attendu par la secrétaire d'Etat Hillary Clinton, ses conclusions préconisent une intervention militaire. Ce «rapport» a permis au *Conseil des Droits de l'Homme* de l'ONU d'adopter une résolution

condamnant «*les violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales*» en Syrie. La menace d'une "guerre civile" pourrait justifier une intervention militaire «humanitaire».

Bachar-el-Assad n'a rien d'un dictateur. C'est un médecin formé à Londres qui n'avait aucune ambition de devenir président. Il a été élu par référendum en 2000 et la population – même ses opposants-, est plus que jamais massivement derrière lui. Les forces militaires qu'il déploie – bien insuffisantes au demeurant – pour tenter de contenir cette insurrection armée de grande ampleur, font face à des escadrons de la mort redoutables entraînés par des forces spéciales américaines, françaises et israéliennes en Turquie et au Liban Nord. Le président a regretté publiquement des bavures – attribuées au fait que les forces de l'ordre étaient exaspérées par des assassinats massifs de leurs membres par des «insurgés» armés alors qu'eux-mêmes n'avaient pas le droit de tirer. De nombreux soldats ont été atrocement torturés et mutilés avant d'être jetés d'un pont, comme le montrent des vidéos de témoins directs.

Tout est fait pour isoler la Syrie sur la scène internationale. La décision obtenue le 25 novembre de la Ligue arabe, dominée par l'Arabie Saoudite et autres suppôts des Etats-Unis, de suspendre la Syrie, pays fondateur de l'organisation – et dernier état arabe à s'opposer à Israël – avait pour objectif d'assurer une couverture arabe à l'agression.

Cette fois, c'est la Turquie, membre de l'OTAN et alliée d'Israël, qui tient le rôle de paravent pour les Etats-Unis que la France avait joué en Libye. En effet, ruinés et en campagne électorale (l'opinion publique américaine étant défavorable aux opérations extérieures – c'était le sens du vote à la présidentielle de 2008), les Etats-Unis ne peuvent plus se permettre d'apparaître au premier plan, mais orchestrent toute l'opération en coulisses.

Par ailleurs, on remarquera que les nouvelles guerres sont déclenchées avec l'assentiment quasi-unanime de l'opinion publique occidentale. La démobilisation des anti-guerre ne s'explique pas totalement par le découragement qui a gagné les participants aux grandes manifestations de 2002-2005 contre la guerre en Iraq (qui ont rassemblé plus de 10 millions de personnes dans le monde, et à plusieurs reprises plus d'un demi-million de personnes à New-York, Washington et à Londres). La fièvre de la guerre humanitaire a contaminé les milieux traditionnellement anti-guerre, comme en France, la «Gauche de la gauche» et les «écologistes» – révélant ainsi la véritable nature de ces mouvances très médiatisées-, et aux Etats-Unis les «libéraux», depuis que le milliardaire Georges Soros (l'inventeur génial des «révolutions colorées») a mis la main sur le mouvement pacifiste en 2004 pour canaliser ses énergies derrière le candidat belliciste démocrate (à l'aide de slogans aussi fédérateurs que «*Anybody but Bush*»), en lui faisant prendre des vessies pour des lanternes.

La NR/ Dans la guerre libyenne, certains observateurs ont souligné le rôle des services secrets occidentaux dans la préparation de l'insurrection ; assisterait-on au même scénario en Syrie ?

Ce type d'opération de déstabilisation ne peut pas se réaliser sans une longue préparation. Les services secrets occidentaux et israéliens fomentent la déstabilisation de la Syrie depuis des années. Des agents de la DGSE (les renseignements français) sont basés au Nord du Liban et en Turquie. On sait que les Frères musulmans, qui dominent le CNS, ont des liens étroits avec les services anglais (MI6) et la CIA depuis des décennies. Les mouvements islamistes ont souvent été manipulés par les puissances occidentales pour contrer le nationalisme arabe (par exemple le nassérisme dans les années 50'). Les mercenaires étrangers (saoudiens, qatari, libanais...) sont armés, formés et financés par les mêmes services, et le Mossad, l'Arabie Saoudite, la Turquie, le Liban et la Jordanie.

La NR/ Certains pensent qu'une guerre contre la Syrie aurait de lourdes conséquences sur la région. A quelle configuration géopolitique pourrait-on s'attendre dans ce cas ?

C'est un scénario à la Yougoslave qui se dessine. On essaie de déclencher une guerre civile pour créer des divisions ethniques, politiques et religieuses menant à l'éclatement du pays. Déjà dans l'ex-fédération yougoslave, en Bosnie et au Kosovo, l'objectif avait été atteint grâce à la création d'organisations paramilitaires armées (comme l'UCK) similaires à l'ASL. La propagande mensongère (faux-charnier de Timisoara, faux massacre de Raçac, faux camp de concentration..) voulait démontrer que le gouvernement de Belgrade avait commis des crimes atroces, afin de pouvoir justifier une «guerre humanitaire». Là aussi, on avait utilisé des groupes islamistes, et créé par la suite, en toute illégalité, un

état sur des bases ethniques et confessionnelles, le Kosovo (où les rares Serbes et Chrétiens qui n'ont pas fui sont toujours persécutés).

Mais la Syrie n'est une étape de plus après la Libye dans le plan de remodelage de la région programmé par l'axe atlanto-sioniste, qui passe ensuite par l'Iran. Il faut éliminer tous les régimes encore récalcitrants au Nouvel ordre mondial, et les partitionner les pays à l'instar de la Yougoslavie ou du Soudan (en 2011), sur des bases ethniques et/ou confessionnelles.

La NR/ La Russie et la Chine ont opposé leur veto à cette campagne anti-syrienne. Sauront-ils résister face à l'axe américano-occidental ? Et pour combien de temps ?

Les dirigeants chinois et russes portent une part de responsabilité dans les massacres du peuple libyen et la chute du régime. Saurons-nous jamais à la suite de quels marchandages sordides ils en sont arrivés là? L'intervention militaire en Syrie, qui avait été planifiée pour la mi-novembre 2011, a été stoppée in extremis le 5 octobre par les vétos russe et chinois au Conseil de sécurité. Exaspérée par cette résistance inattendue, les puissances impérialistes ont décidé d'intensifier leur campagne de propagande de guerre et les provocations meurtrières sur le terrain. Les media multiplient les calomnies odieuses contre le régime, et diffusent quotidiennement des bilans des morts fantaisistes de plus en plus lourds. Tout cela pour préparer les opinions publiques à une nouvelle bonne guerre humanitaire qui réduirait le pays en cendres et ferait des dizaines de milliers de morts.

La Chine, qui a dénoncé l'instrumentalisation du rapport du Conseil des Droits de l'Homme pour forcer le Conseil de sécurité à voter une Résolution, a tout de même reconnu le CNS et appelé à deux reprises le régime syrien à «*respecter et répondre aux aspirations et aux revendications légitimes du peuple*». La Russie a jugé le rapport Pillay «*inacceptable*», mais elle a finalement opéré un recul tactique en proposant une Résolution au Conseil le 5 décembre. Il semble évident que la nouvelle tentative de déstabilisation de la Russie à l'occasion des récentes élections est liée à sa position, même si elle a été infléchie (les media évoquent même aujourd'hui un «*Printemps Russe*!»). Se retrouvant isolée, et étant dépendante des ressources pétrolières de la région, elle doit assurer ses arrières. Le 8 janvier, une flotte russe comprenant des navires de guerre, des sous-marins, des avions de combat, des hélicoptères et plusieurs systèmes de missiles anti-aériens a accosté en rade de Tartous, la seule base dont disposerait la Russie en Méditerranée.

Porte-avions russe *Amiral-Kuznetsov* dans les eaux syriennes

La Syrie offrant plus de résistance que prévu, et les premiers rapports de la Ligue arabe n'étant pas à la mesure des espérances des puissances occidentales, désignent de nouveau à la vindicte publique l'adversaire principal dans la région, l'Iran, le plus gros morceau. Pour l'instant, la Syrie ne fait plus la une des media, même avec les attentats odieux qui ont frappé Damas. Mais les exactions des terroristes continuent de s'amplifier, avec cette fois des attentats à répétition.

La NR/ Vous êtes de ceux qui pensent que le « printemps arabe » lui-même était une opération américaine, une nouvelle « révolution de couleur » ; pouvez-vous explicitez ?

Le renversement des potentats corrompus régnant en Égypte et en Tunisie était espérée depuis longtemps. Mais les multiples révoltes de la faim et les manifestations contre la politique étrangère de ces marionnettes (notamment contre leur alliance tacite avec Israël) avaient toujours été jusqu'à présent matées dans le sang sans que la «communauté internationale» s'en émeuve. La situation en Égypte et en Tunisie, pays rongés par la corruption et en proie à un taux de chômage extrêmement élevé, est très différente de celles de la Libye et de la Syrie. La Tunisie compte 800.000 sans-emploi et un taux de chômage de 30% dans certaines régions (contre 8% en Syrie, et une quasi-inexistence en Libye, grâce au système social mis en place par Mouammar Khadafi). Les soi-disant «Révolutions» arabes louangées par les occidentaux n'ont abouti qu'à la mise en place de régimes islamistes et d'un gouvernement militaire qui continue de réprimer la population.

Beaucoup trop d'indices semblent indiquer que ce dénommé «printemps» n'était pas aussi spontané qu'il a été décrit. Le matériel standardisé, comme les nouveaux drapeaux et les pancartes, fabriqués à grande échelle et distribués aux manifestants, les slogans en anglais, sont également le signe d'une main extérieure, de même que les noms donnés à ces révoltes, baptisées abusivement «Révolutions», comme la «*Révolution du Jasmin*» tunisienne, après les révolutions «Orange» (en Ukraine), «des Roses» (en

Géorgie), Verte, Pourpre, etc. Tout cela a un air de «déjà vu». Tout est bien trop ordonné pour être spontané...

Le nom même de «*printemps*» était réapparu en 1967 en Tchécoslovaquie (avec le «*printemps de Prague*»), au moment où son nouveau dirigeant, Dubcek, s'était rapproché de l'Ouest, provoquant l'ire de l'URSS et l'invasion du pays par les troupes soviétiques l'année suivante.

La NR/ Quels enjeux, pour Washington, présentent ces guerres menées par procuration via l'OTAN, notamment dans le monde arabe et en Afrique ; comment voyez-vous la nouvelle répartition des rôles dans ce nouvel ordre mondial ? Quel rôle pourrait jouer Israël dans cette éventuelle redistribution des rôles ?

Une fois débarrassé des régimes qui le gênaient, l'axe atlanto-sioniste pourrait remodeler le Moyen Orient à sa guise. Israël pourrait élargir ses frontières à l'intérieur de l'actuelle Syrie, de l'Iraq et du Liban. La politique d'Israël est une politique d'extension sans limites du pays et de son influence à travers le monde. Sa soif d'extension et de domination mégalomane est inextinguible, et elle peut donner libre cours à la réalisation de tous ses phantasmes, étant assurée que tous ses crimes passés et à venir resteront à jamais impunis. Israël contrôle aujourd'hui pratiquement tous les media occidentaux mainstream, et nombre de gouvernements. Il est impossible à un candidat aux présidentielles américaines d'être élu sans son soutien. Le même phénomène semble s'être étendu à la France où, aujourd'hui, même la candidate du Front National en campagne semble rechercher l'appui d'Israël. Si le plan occidental réussissait, Israël serait reconnue par les nouveaux dirigeants mis en place par les Etats-Unis. Les nouveaux gouvernements fantoches (comme ceux d'Iraq, d'Afghanistan, et de Côte d'Ivoire...) permettraient également aux grandes multinationales américaines (notamment les géants du pétrole, du bâtiment et de l'agroalimentaire) de s'implanter dans les pays recolonisés.

La NR/ Certains pensent que la guerre de l'OTAN contre la Libye est dirigée contre la Chine notamment pour l'accès aux ressources énergétiques, d'autres avancent qu'elle est dirigée contre l'Afrique, qu'en pensez-vous ?

A la fois contre les deux en réalité. Les Etats-Unis sont en concurrence avec la Chine pour le contrôle des ressources énergétiques. Ils ne peuvent tolérer que la Chine cherche à s'approprier les champs pétroliers les plus riches connus, alors qu'il est prévu que l'économie américaine sera supplantée par celle de la Chine dans les cinq ans à venir. Ils n'avaient pas pardonné à Kadhafi d'avoir refusé, en 2008, de rejoindre l'*AfriCom*, le commandement régional créé par le Pentagone pour contrer la pénétration de la Chine en Afrique. Il faut savoir que le tiers des importations de pétrole de la Chine provient du continent africain.

Et, en même temps, il faut éviter qu'un nouveau continent (de surcroît le plus riche!) puisse sortir du sous-développement: il faut maintenir l'Afrique la tête sous l'eau pour éviter qu'elle devienne une puissance émergente. Le colonel Kadhafi, symbole de la lutte anti-impérialiste en Afrique parce qu'il avait toujours oeuvré pour le développement et l'indépendance du continent, devait être éliminé. Il avait financé le satellite RASCOM, qui a permis à l'Afrique de sortir de la dépendance des multinationales occidentales en matière de télécommunications. Il était sur le point de lancer une monnaie basée sur l'Or, travaillait à nouveaux projets panafricains, dont les États-Unis d'Afrique et une Organisation du Traité de l'Atlantique Sud. Les puissances impérialistes ne pouvaient le tolérer. L'Afrique est un continent extrêmement riche en matières premières indispensables aux pays développés: pétrole, gaz naturel, minerais rares utilisés pour les nouvelles technologies... La carte des conflits en Afrique se superpose avec celle des richesses de son sous-sol.

C'est pourquoi les pays africains les mieux dotés en matière premières sont voués à la famine et à des guerres civiles programmées de l'extérieur. On pourrait dire que plus un pays est riche, plus il va s'enfoncer dans le sous-développement, car les puissances étrangères ne peuvent piller un pays que s'il est faible et dépendant des «aides» extérieures (du FMI, de la Banque mondiale...) qui l'étranglent, avec des «dirigeants» installés par ses soins. Ce n'était le cas ni de l'Iraq ni de la Libye, comme ce n'est pas le cas de l'Iran ni du Venezuela – également sur la liste noire des Etats-Unis depuis l'élection d'Hugo Chavez à sa tête.

La NR/ Selon ses statuts, l'OTAN est un pacte défensif dont l'objectif consiste dans l'aide mutuelle en cas d'attaque d'un de ses membres. Elle n'est absolument pas habilitée à intervenir hors de son

territoire, dans des pays non membres. Or, on constate aujourd'hui qu'elle est instrumentalisée. Elle est devenue une force de frappe militaire de l'ONU pour renverser des gouvernements de part le monde. Comment expliquer ce revirement ?

L'OTAN n'est qu'un instrument au service de l'impérialisme US, le bras armé de l'ONU. C'est en prévision des nouvelles guerres américaines programmées de longue date que Sarkozy, l'agent américain, a fait revenir en 2009 la France dans le commandement intégré de l'OTAN duquel le général de Gaulle l'avait fait sortir en 1966. Comme G.W. Bush, Obama – le nègre blanc -, ne fait que suivre la feuille de route.

L'OTAN, qui aurait logiquement du disparaître à la fin de la guerre froide, s'est au contraire notablement renforcée depuis, avec notamment l'adhésion des anciens pays de l'Est. C'est à l'OTAN qu'Obama, prix Nobel de la Paix, a transféré sa guerre contre la Libye lorsque les pays qui lui servaient de paravent se sont trouvés en difficulté. Toujours en contradiction avec sa Charte, L'OTAN participe aussi à des guerres d'occupation et mène avec la CIA des opérations criminelles.

L'accord entre l'OTAN et l'ONU, alliance militaire pourvue d'armes nucléaires, est incompatible avec la Charte de l'ONU, qui exige que les conflits soient résolus pacifiquement. L'OTAN n'est plus qu'un instrument des États Unis pour mettre en œuvre le plan concocté par les néoconservateurs dans les années 90' (le PNAC) dans le cadre de l'instauration d'un Nouvel Ordre mondial.

Peut-on distinguer les interventions de l'ONU de celles de l'OTAN, si trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité sont aussi membres de l'OTAN? Comment les violations du droit commises par l'OTAN pourraient-elles être poursuivies par les tribunaux internationaux?

La NR/ Actuellement, on assiste à une dépravation de l'application du droit international de la part du Conseil de sécurité, comme on l'a constaté notamment en Libye, avec la malversation de la résolution 1973. Quelle crédibilité pourrait avoir l'ONU dont la Charte a été détournée de sa vocation première ?

C'est une vaste fumisterie pour donner l'illusion que le droit international serait respecté, alors qu'il n'y a qu'un seul droit qui régit notre monde, la loi de la jungle.

Certes, la résolution 1973 a été violée, mais elle avait été conçue et votée justement dans le but de pouvoir l'être. C'était un cheval de Troie en vue d'une escalade militaire pour faire tomber le régime. Au demeurant, elle n'avait pas lieu d'être, puisqu'il avait été prouvé rapidement que le Guide libyen n'avait jamais fait bombarder son peuple ni fait tirer sur lui. La Résolution a été votée sans qu'aucune enquête soit diligentée pour vérifier les faits allégués.

Combien de guerres d'agression ont été menées avec ou sans l'aval de l'ONU ? En 2003, les Etats Unis et la Grande-Bretagne ont violé le droit international en attaquant l'Iraq sans résolution du conseil, parce que la France avait prévenu qu'elle utiliserait son droit de veto. Nous avons le précédent de l'attaque de la Yougoslavie, qui avait pour but l'implantation de bases américaines en Europe de l'Est comme nouvelle étape de l'encerclement de la Russie, et contrôle de l'acheminement des produits pétroliers... Israël avait elle obtenu un mandat de l'ONU avant d'attaquer le Liban en 2006 et la bande de Gaza en 2009 ? A-t-elle été poursuivie pour violation du droit international et pour crimes contre l'Humanité? Le Conseil de sécurité et le secrétariat de l'ONU sont devenus depuis la chute du mur de Berlin (qui avait le mérite au moins de maintenir «l'équilibre de la terreur») sont les premiers responsables des catastrophes humanitaires. Ainsi, l'embargo contre l'Iraq décrété en 1990 (et jamais levé jusqu'à 2003 malgré le respect de ses clauses) a causé 1.500.000 morts, dont un demi-million d'enfants. Pour protester, quelques honnêtes hauts-fonctionnaires de l'ONU avaient préféré démissionner plutôt que de rester complices de ce génocide à petit feu, comme deux coordinateurs des opérations humanitaires en Irak successifs (Dennis Halliday en 1998 et Hans Christof von Sponeck en 2000), suivis par la responsable du Programme alimentaire mondial (PAM).

Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les Etats-Unis ont attaqué plus de cinquante pays en totale impunité. Sans compter tous les coups d'Etat organisés à travers le monde pour renverser les dirigeants gênants... Et Israël a été condamnée plus de deux cent cinquante fois par des résolutions de l'ONU, mais n'a jamais été sanctionnée. Le sionisme a été stigmatisé comme «une forme de racisme» par l'ONU en 1975, mais cela n'a pas empêché la construction d'un mur de l'Apartheid aussi ignoble que le mur de Berlin sans que la « communauté internationale » s'en émeuve.

Les dirigeants de tous ces pays-voyous (qui possèdent tous l'arme nucléaire) ont-ils été jugés et

condamnés par un tribunal international? Leur a-t-on envoyé les troupes de l'OTAN pour les mater? Par contre, les dirigeants vaincus des pays attaqués et vaincus sont jugés par des tribunaux fantoches et sont condamnés à mort après un simulacre de jugement (Saddam Hussein, Tarek Aziz, et bientôt Saïf Al Islam Kadhafi), sont laissés mourir à petit feu (Milosevic), quand ils ne sont pas tout simplement lynchés, comme Mouammar Kadhafi, sans que personne n'y trouve à redire. Dans quel monde vivons-nous ?

(On pourra noter au passage que les «grandes» démocraties où la peine de mort a été abolie se réjouissent des exécutions sommaires de dirigeants extra-occidentaux, et acceptent d'être responsables ou complices de millions de morts aux cours des guerres d'agressions. Ceci est pour le moins grotesque...).

Par ailleurs, l'ONU n'est jamais intervenue lorsque des dirigeants démocratiquement élus ont été assassinés ou chassés par les Etats-Unis : Mossadegh en Iran en 1953, Allende au Chili en 1973, Manuel Zelaya au Honduras en 2009 pour n'en citer que quelques uns... Les dictateurs sanguinaires qu'on leur a substitués n'ont jamais été jugés pour crimes de guerres ou crimes contre l'Humanité devant un tribunal international comme ils auraient dû l'être selon les lois en vigueur. Le général Pinochet est mort tranquillement chez lui, et les généraux argentins n'ont pas été inquiétés malgré toutes les manifestations de familles de dizaines de milliers de « disparus ».

Tous les dirigeants africains intègres qui ont tenté de développer leur pays et d'échapper au Diktat des néo-colonisateurs ont été assassinés (Thomas Sankara au Burkina Faso, Patrice Lumumba au Congo...)... Et le président de la Côte d'Ivoire, Laurent Gbagbo, aussitôt après avoir démocratiquement réélu en 2011, a été kidnappé et chassé par la France au profit d'Alexandre Ouattara, la marionnette sanguinaire du FMI. C'est le vainqueur des élections qui se retrouve maintenant devant le tribunal international de La Haye! C'est vraiment le monde à l'envers! Un exemple de plus qui démontre que l'ONU n'est qu'un instrument au service de l'Occident et de ses sbires.

Il nous faut donc nous demander si le monde serait différent en l'absence de cet organisme dévoyé et corrompu, au service exclusif des gendarmes du monde.

En effet, depuis sa fondation, l'Organisation des nations unies s'est avérée inefficace pour maintenir la paix et n'a jamais empêché ses membres les plus influents de contourner ses mécanismes pour mener des opérations unilatérales. Les secrétaires généraux du «machin», comme l'appelait si bien le général de Gaulle, sont tous des marionnettes des USA, comme Ban Ki-Moon, après Koffi Annan et bien d'autres. C'est un organisme de convenue, un paravent créé pour servir les intérêts des Etats-Unis et ceux de leurs valets tout en faisant croire à une justice internationale. Point final.

Ainsi, le Tribunal pénal international (TPI) de La Haye n'a jamais eu à juger les responsables des Etats-Unis et de ses alliés, qui ont commis des massacres à très grande échelle, et utilisé des armes nucléaires et chimiques, que ce soit au Vietnam (avec l'agent Orange), en Iraq, en ex-Yougoslavie, en Palestine, au Liban, en Libye (avec les armes à l'uranium appauvri, au phosphore, au napalm «amélioré»...). Le président Clinton a été inquiété dans son pays pour des délits sexuels, mais il ne sera jamais jugé pour l'assassinat de centaines de milliers d'Iraqiens (pas plus que son acolyte, le prix Nobel de la Paix, Al Gore). De même que Richard Nixon fût chassé pour des écoutes téléphoniques, et non pour ses crimes de guerre. En récompense des atrocités dont il était responsable au Vietnam ou au Chili, son secrétaire d'Etat Henry Kissinger avait lui-aussi reçu le Prix Nobel de la Paix! Ajoutons que les Etats-Unis ont refusé de ratifier le traité instituant la Cour pénale internationale (CPI), afin d'éviter tout jugement à ses dirigeants politiques et militaires.

Les agences spécialisées de l'ONU sont pour la plupart tout aussi inefficaces et dévoyées. Ainsi, l'Organisation mondiale de la santé (OMS), assujettie à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) par un accord de 1959, n'a pas le droit de reconnaître officiellement la nocivité de l'uranium appauvri, substance à la fois hautement chimiotoxique et radioactive utilisée dans toute la panoplie des armes depuis plus de vingt ans et de façon de plus en plus intensive. Le Programme des nations-unies pour l'environnement (PNUE) ignore ce très grave problème de pollution de l'environnement. Irréversible, il condamne les populations victimes des bombardements à vivre dans un environnement de plus en plus radioactif, et va induire la mort de centaines de milliers, voire de millions de personnes sur plusieurs siècles, et la destruction du génome... L'ONU s'en est-elle souciée ? En Iraq, plus de trois millions de personnes ont déjà été tués depuis vingt ans par les Etats-Unis et ses laquais. Mais on ne pourra jamais inclure parmi les victimes le nombre de morts différées dues à cette substance diabolique.

Certains traités, comme celui de non-prolifération nucléaire (TPN), sont instrumentalisés pour assurer la domination des uns, et menacer d'extermination les autres. Notons qu'Israël, qui posséderait aujourd'hui plus de trois-cents têtes nucléaires, a pu développer en toute illégalité son programme, sans avoir signé le traité de non-prolifération (à l'inverse de l'Iran) et sans que ses installations soient jamais inspectées. (Sans compter toutes les autres armes de destruction de masse qu'elle développe en secret). Cette situation n'a jamais été sanctionnée par l'Organisation censée garantir la Paix entre les nations... Pourtant cet état hors-la-loi ose menacer sans vergogne un pays voisin, l'Iran, d'annihilation.

La NR/ N'est-il pas temps de réformer cette Organisation qui, malheureusement, n'est plus en mesure de remplir la mission essentielle pour laquelle elle a été créée, c'est-à-dire garantir la paix ; alors qu'on en est arrivé au point où l'on mène des guerres d'agression en son nom ? Si oui, comment ?

Une réforme radicale de l'ONU s'impose pour la soustraire au contrôle des USA, mais c'est un vœux pieux. Il faut d'abord se poser la question: a-t-elle jamais garanti la paix? Sa mission a été dévoyée depuis le début de son existence. Elle a pour mission fondatrice la paix internationale, mais elle n'a jamais, à ma connaissance, empêché les guerres (Cf. Vietnam, Yougoslavie, Iraq...). L'ONU n'a jamais été plus efficace que la Société des nations (SDN,) fondée après la guerre de 14-18, qu'elle a remplacée après la deuxième guerre mondiale.

Bien au contraire, elle a favorisé les guerres d'agression et les coups d'état menés par les Etats-Unis et ses laquais pour renverser des présidents élus démocratiquement – mais qui n'avaient pas l'heur de plaire aux gendarmes du monde –, et les remplacer par des dictateurs sanguinaires à leur botte. Depuis 1945, et surtout depuis 1989 et 2001, les violations du droit international par les plus puissants se sont intensifiées à l'envi. Nombre de populations (pas seulement dans le Tiers-Monde) se voient privées de leurs droits fondamentaux (à l'alimentation, à la santé, à l'habitat, à la culture, au travail, à un environnement sain et à la liberté d'opinion), et peuvent être victimes d'agressions militaires si leurs ressources naturelles sont convoitées.

Qui pourrait se charger de réformer l'ONU? Ceux qui sont aux commandes aujourd'hui et qui ont dévoyé sa mission originelle à leur profit en bafouant en permanence sa Charte? Il s'agirait d'abord de faire respecter le droit international qu'elle a elle-même fondé! Il y aura certainement un replâtrage censé donner plus de représentativité aux pays du Sud émergents (Inde, Brésil...) au sein du conseil de sécurité, et permettant d'éviter les blocages comme celui qu'on connaît actuellement pour la Syrie.

Entretien réalisé par Chérif Abdedaïm,

[La Nouvelle République](#) du 14 janvier 2012

Joëlle Pénochet et Chérif Abdedaïm

[Articles de Joëlle Pénochet publiés par Mondialisation.ca](#)

[Mondialisation.ca](#),

Le 17 janvier 2012

[La Nouvelle République \(Algérie\)](#)

2-5 Roland Marounek : Du Meilleur des Mondes Démocratiques à la Guerre Mondiale.

Beaucoup dans les partis et mouvements progressistes ont perçu dans les événements de cette année 2011, les prémices d'une toute nouvelle page de l'histoire humaine, inaugurée avec le vent des "révolutions démocratiques" arabes, qui, après avoir balayé indifféremment les dictatures de Tunisie, d'Égypte, et de Libye, est en train de faire tituber tous les autres "tyrans" : El Assad, Poutine, Ahmadinejad..., bientôt le tour de la *tyrannie communiste chinoise*, rêvent certains.

Le fameux principe de la Responsabilité de protéger (R2P) adopté solennellement par les Nations Unies en 2005 est considéré comme une grande avancée du droit international. Cette R2P et l'appui que nos démocraties avaient le devoir moral d'apporter à l'élan populaire démocratique forment la trame fondamentale de l'intervention en Libye et de celle en formation en Syrie.

Malgré les diversités fondamentales entre les situations de chaque pays, un amalgame global a permis de fusionner tous les événements sous le même grand concept de l'"*aspiration des peuples à la*

démocratie". Ceux qui remettaient en question cette image se voyaient accusés de faire preuve d'un mépris vis-à-vis du peuple, voire de faire le jeu des USA en osant nier la réalité de la lutte populaire. L'analyse de la situation hier en Libye, aujourd'hui en Syrie, est ainsi profondément déformée par cette conviction que nous sommes entrés dans une période de grands changements historiques. Alors que ce qui aurait dû être frappant, c'est plutôt la formidable continuité de la politique des pays dominants. La R2P renvoie directement aux politiques coloniales du 19^e siècle, où les motivations des colonisateurs ont toujours été présentées comme une nécessité de protéger les populations en périls. Au "*fardeau de l'homme blanc*", le devoir moral de lutter contre les tyrannies indigènes au nom de la civilisation, fut-ce par les bombes, s'est substitué le devoir moral des états démocratiques (les pays de l'Otan) de "*soutenir*" les opposants aux régimes tyranniques. C'est la Responsabilité de Protéger les Sudètes en Tchécoslovaquie, puis les populations allemandes de Pologne, qui a été l'alibi de Hitler et a précipité l'Europe dans la Seconde Guerre Mondiale.

La capacité de l'impérialisme et des services secrets de fomenter des troubles et des rébellions présentées comme populaires est un grand classique. On peut se rappeler de l'opération Ajax, où le renversement de Mossadegh (1953) a été présenté comme le résultat de mécontentements populaires, ou du renversement de Jacobo Arbenz Guzmán au Guatemala un an plus tard sur le schéma d'un "mouvement révolutionnaire" (financé par la CIA). Le fait que le gouvernement renversé soit, ou ne soit pas 'progressiste', moralement adouçable par la gauche européenne ou non, n'entre pas en jeu ici. Le seul point pertinent, c'est si il est ou non profitable de l'éliminer.

Enfin la manipulation de l'opinion publique de "nos pays démocratiques" identifiés sans états d'âme à la "Communauté Internationale" toute entière, est complètement niée, minimisée, ou alors soigneusement rangée dans la catégorie erreurs du passé. Pourtant cette manipulation médiatique est une réalité constante, et s'est à l'évidence perfectionnée avec les technologies modernes. La "théorie du complot" est brandie pour réduire au ridicule ceux qui évoquent ce simple fait. Peut-on verser dans l'idéalisme et imaginer que ce qui a été la réalité prégnante des services secrets durant des décennies, et qui a si bien servi, s'est soudain évaporé ?

La méconnaissance de l'histoire et la présentation idéologique démocratique empêchent de distinguer la parfaite continuité des manœuvres impérialistes, et font entrer de plein pied et tout pétri de bonne volonté dans le jeu de la "*défense des peuples et de la démocratie*", qui consiste in fine à hurler avec les loups contre les régimes qui s'opposent aux pays occidentaux.

A noter que la marche triomphale vers la Démocratie était déjà annoncée dès 2000 lors du renversement du dictateur (élu) Milosevic, qui avait eu l'outrecuidance de résister à l'Otan, puis avec l'avènement d'un régime démocratique en Afghanistan, et avec la chute du dictateur Saddam Hussein, -au prix d'un million de morts et de la destruction et la ruine de l'Irak, mais La Démocratie n'a pas de prix- En avril de cette année, la Communauté Internationale enfin, et les bombes françaises, imposaient à la Côte d'Ivoire ce que cette même Communauté Internationale avait décidé être le résultat indiscutable des urnes. Tout va décidément de mieux en mieux dans le meilleur des mondes démocratiques. Le XXI^e siècle s'ouvre sur une période de nouvelles Lumières démocratiques, qui ressemble furieusement à la grande époque de la politique de la canonnière.

La Libye comme expérimentation

L'agression de la Libye a marqué un saut qualitatif important. C'est d'abord une première application officielle du R2P par les Nations-Unies, où l'Otan se présente ouvertement comme son bras armé "naturel". On n'avait jamais ni au Kosovo, ni en Afghanistan, été aussi loin dans la confusion des genres. Cette agression a été applaudie par une série de personnes usuellement plus circonspectes, grâce en grande partie à l'illusion de la nouvelle ère démocratique.

Autre très grande réussite, l'anesthésie de l'opinion publique et des mouvements de paix. Alors que tous étaient appelés à s'horrorifier de bombardements de manifestants pacifiques par l'armée Kadhafi qui n'ont jamais eu lieu, il n'y a eu aucune réaction sérieuse aux faits avérés que l'Otan ait affamé, privé d'eau et de soin, bombardé durant 2 mois et détruit la ville de Syrte, qu'elle ait bombardé avec application les dépôts de produits alimentaire, pratiqué un blocus naval ; que les populations noires sont pourchassées, torturées, massacrées par les milices qu'elle a amené au pouvoir... L'information est là, et même répercutée, mais on est arrivé à la rendre complètement inoffensive.

"Les journalistes ont pu voir un bâtiment complètement détruit, avec le Croissant Rouge à l'entrée et des produits pharmaceutiques, un brancard, des gants, des bouteilles d'oxygène éparpillées. Dans l'après-

midi, les secours s'activaient en quête d'éventuels survivants. Dans une autre zone, les journalistes ont constaté que des dépôts de produits alimentaires étaient endommagés, et le 4e était en flammes. Les journalistes ont vu des centaines de sacs de riz, des tomates, de l'huile végétale partir en fumée." (11/07/2011)

Le pays est évidemment ruiné, divisé, aux mains de bandes armées rivales, en voie de somalisation – mais l'essentiel est le mantra démocratique : "*la Libye a été libérée du joug de Kadhafi*", et tout le reste est dommage collatéral insignifiant.

A l'assaut humanitaire de la Syrie

On tente de rééditer l'exploit aujourd'hui avec la Syrie. De la même manière qu'avec le précédent libyen, la Commission des Droits de l'homme des Nations-Unies a ressorti des accusations d'abominations qui auraient été commises par le régime, - sans élément tangible puisque les témoins doivent être protégés. Autrement dit en se fiant sur la seule parole des "opposants" qui ont des intérêts évidents à provoquer une intervention humanitaire en leur faveur.

On peut juger de la fiabilité de ce genre de témoignages en regardant l'interview par Julien Teil du représentant de la Ligue Libyenne des Droits de l'Homme, dont les déclarations à l'ONU ont été un élément clef de la marche vers la guerre, et où il déclare benoîtement qu'il n'y avait aucune preuve de ce qu'il avançait, et que les chiffres lui avaient été fournis directement par le CNT¹.

Mais rien n'y fait. La propagande continue est à ce point efficace qu'il est devenu impossible d'entendre de simples faits et témoignages qui s'éloignent de la version officielle imposée "*Bachar El Assad est un abominable tyran qui massacre son peuple qui se révolte contre lui*". Toute autre discours est littéralement inaudible, scandaleux, classifié "*défense des tyrannies*". La complexité de la réalité est reléguée à de la propagande anti-démocratie. Les informations précises sur la présence de mercenaires islamistes et le financement des rebelles armés sont disponibles, - mais c'est comme une goutte d'eau sur la carapace des certitudes démocratiques (voir encadré).

Un exemple frappant est fourni avec ces quelques journalistes qui se sont rendus en novembre en Syrie et sont revenus avec des témoignages contredisant frontalement le discours d'usage. Françoise Wallemaq, de la RTBF exprime son sentiment « *que la grande majorité des Syriens soutient encore le président Bachar El Assad, que les Syriens ont très peur d'une déstabilisation de leur pays.* » « *A Damas on a pu parler avec à peu près tout le monde dans la rue [...] les gens qu'on croisait dans la rue nous disaient qu'on mentait, que les télévisions étrangères manipulaient la réalité et que ce n'était pas ce qui se passait dans le pays.* » La journaliste évoquera encore cet "Observatoire Syrien des Droits de l'homme", qui est la source quasi exclusive des médias étrangers et des rapports de l'ONU: « *L'OSDH, c'est un homme basé à Londres que personne n'a jamais rencontré.* »²

Ce reportage aura pu être entendu... un jour. Tous les autres jours, la chaîne d'information a fidèlement répercuté la ligne officielle et les nombres de morts civils toujours fournis par ce même OSDH. *Le Soir* laisse entendre que les journalistes ont été manipulés par le régime syrien, et parle de propagande. Propagande, on fait pas ça chez nous.

Le plus affligeant est que, comme dans le cas de la Libye, ce discours est relayé par nombre de mouvements progressistes et pacifistes pour lesquels la débat n'est à aucun instant la remise en cause de la manipulation médiatique, mais plutôt le remplacement des bombes par des sanctions économiques - sans arriver à réaliser par ailleurs la nature réellement criminelles de ces mesures pour la population, et le fait qu'elles préparent toujours la guerre active.

"*Le peuple est en révolution*", "*le peuple lutte pour la démocratie*", on ne peut pas remettre la doxa en question. Et certainement pas pour demander qui est exactement "*le peuple*" que l'on prétend "*soutenir*". Avec quelle arrogance dénie-t-on la qualité de "*peuple syrien*" aux gens qui manifestent par millions contre la déstabilisation du pays ?

Lorsqu'un mouvement de Paix en arrive à appeler à "*agir*" pour soutenir le combat du peuple syrien contre la féroce répression qui le frappe, on peut apprécier à quel point la travail de la propagande a été remarquable, et à quel degré de préparation psychologique à la prochaine juste guerre on est parvenu.

Vers une guerre de grande ampleur?

L'Afrique vient d'être bien verrouillée, avec les interventions en Côte d'Ivoire, et en Libye, suivant la partition du Soudan. En septembre, on apprenait que les USA bâtissaient, dans la Corne de l'Afrique et dans la Péninsule arabique, un réseau de nouvelles bases pour des drones. *The Economist* écrivait en 2010 que le Président ougandais « *...semblait ébloui par les promesses des Chinois de les aider à*

construire une raffinerie de pétrole et à produire des plastiques et des engrais à partir du pétrole... Plusieurs gouvernements et compagnies occidentaux veulent arrêter la progression de la Chine dans le bassin du Congo avec ses immenses réserves de minéraux et de bois ». En octobre 2011, des forces spéciales US étaient envoyées en Ouganda.

Les accusations s'accroissent à nouveau contre l'Iran, terrorisme, droits de l'homme, course à l'arme nucléaire... « Le secrétaire à la Défense US et le président des chefs d'état-major ont déclaré tous deux que les États-Unis vont "maintenir une forte présence militaire dans la région, en partie comme contrepoids à l'Iran." [...] L'administration et l'armée tentent de favoriser une nouvelle "architecture de sécurité" pour le Golfe Persique qui intégrerait les patrouilles aériennes et navales et la défense antimissile. »³

Les infos sur le départ des troupes en Afghanistan occultent le fait que la Loya Jirga de novembre a accepté l'établissement pour une présence indéfinie de bases militaires US sur le territoire afghan. En novembre, le président américain annonçait que les USA allaient renforcer leur présence militaire en Australie. Le mois suivant, Hilary Clinton reprenait pied au Myanmar, misant apparemment sur un prochain retournement démocratique de cet allié de la Chine.

Les USA et les autres pays de l'Otan sont en train de placer fébrilement leurs pions sur l'échiquier du monde. Les agressions de la Libye et celle en gestation de la Syrie pourraient bien n'être que les premiers jalons d'une confrontation militaire globale, qui, comme dans les années 30 coïnciderait avec une tentative de sortie d'une crise financière particulièrement profonde. Au nom de "La Démocratie" bien entendu, - alors même que cette crise est en train de faire apparaître la démocratie comme une notion de plus en plus évanescence dans les pays de "l'Alliance des Démocraties", où le citoyen a tout juste la liberté de choisir quel représentant viendra nous expliquer que "les Marchés nous imposent de...". Et que non, il n'est décidément pas discutable de sortir de cette Alliance qui nous mène droit à la guerre.

1. www.laguerrehumanitaire.fr

2. www.csotan.org/textes/texte2.php?art_id=585&theme=P

3. cité par Stephen Gowans, "Seeing the US everywhere",

www.csotan.org/textes/texte2.php?art_id=582&theme=P

Roland Marounek

[Autres textes de Roland Marounek sur le site du CSO](#)

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19